

UNIVERSITE CATHOLIQUE DU CONGO

FACULTE D'ECONOMIE ET DEVELOPPEMENT

**B.P. 1534
Kinshasa/Limete**

**INCIDENCE DU COMMERCE EXTERIEUR SUR LA
CROISSANCE ECONOMIQUE DE LA RD.CONGO**

De 2002 à 2015.

Par

MABULA PONGO Taylor

Master 2 EFGE (Entrepreneuriat Fiscalité, Gestion des Entreprises)

Mémoire présenté et défendu en vue de l'obtention
du titre de Licencié en Economie et Développement.

Option :

Directeur : Prof. Blaise SARY

Septembre 2018

INTRODUCTION GENERALE

1. Etat de la question

Le commerce international est « l'ensemble des échanges des biens et des services entre pays différents »¹. Le commerce extérieur s'articule sur deux grands indicateurs : l'exportation et l'importation. En effet, l'exportation est l'action de vendre à l'étranger une partie de la production des biens et services d'un pays ou d'une région. L'importation à l'inverse consiste à acheter dans un pays étranger des biens et services.

Au fait, plusieurs auteurs ont mené des réflexions sur le rôle que peut jouer le commerce international sur la croissance économique et le développement de l'économie d'une nation. Ce dernier se veut être important dans la mobilisation des recettes issue des exportations des matières premières, des biens de consommation et autres services et, de l'approvisionnement des biens et services en provenance de l'étranger.

C'est ainsi que nous allons épinglez quelques personnes qui ont réfléchi à priori dans ce domaine :

Selon Onésime KUKATULA FALASH , « la balance commerciale retrace la situation du commerce extérieur c'est-à-dire tous les échanges des biens et services entre un pays et le reste du monde ».² Pour ce faire, il en découle que le solde commercial qui exprime la différence entre l'exportation et les importations témoigne du dynamisme économique dans un pays, de sa compétitivité et indique la place que le pays occupe au sein de la division internationale du travail.

A en croire Lionel MONTAGNE , « le commerce extérieur est l'échange des biens ou service entre nation »³. La théorie classique du commerce extérieur montre qu'il n'est pas un jeu à somme nulle : la spécialisation des pays et l'échange sont à l'origine d'un gain net, ayant pour contrepartie les effets de redistribution au sein des pays se spécialisant. En effet, la participation à la DIT implique dans un pays l'abandon des activités les moins efficaces économiquement, qui sont concurrencées par les importations, et l'affectation des ressources libérées aux activités les plus efficaces dont les produits seront exportés.

¹ MATSI-MA-ELABO GUPA M., *l'Apport du commerce International en République Démocratique du Congo, cas du Bois*, Mémoire présenté et défendu en vue de l'obtention du Grade de licencié en Economie et Développement, UCC, 2011-2012, p.5

² KUKATULA FALASH O., *Note de cours de Politique Economique, L1 économie et Développement*, UCC, 2016-2017

³ MONTAGNE L., *Commerce international- théorie*. Professeur à l'Université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne ,consulté le 02 septembre 2018 à 9h45, dans le site URL : <http://www.universalis.fr/encyclopedie/commerce-international-theorie>

Franc MBEMBA MALEMBE, dans son analyse sur le commerce extérieur, estime que : « l'importance du commerce extérieur dans l'activité économique mondiale est un fait acquis. Non seulement l'histoire des faits économiques indique à quel point le développement a été fondé sur le commerce international, mais tout au long de l'histoire, les relations internationales ont pu être déterminants dans les rapports économiques sociaux et humains des Etats »⁴ ; Franc MBEMBA aboutie à une conclusion selon laquelle, le commerce international soutient le développement s'il contribue à l'organisation de l'appareil de production et à la détermination des structures nationales de production .

Ainsi, tout en emboitant le pas de nombreux de ces auteurs précédent, nous nous sommes intéressés à analyser « l'incidence du commerce extérieur sur la croissance économique de la RD Congo ». Les principaux objectifs de notre étude sont :

- Montrer en quoi le commerce extérieur est un moteur de la croissance économique de la RD. Congo ;
- Expliquer sous quel angle les exportations et les importations présentent des opportunités pour booster l'économie de la RD. Congo.

2. Problématique

Le commerce international constitue un enjeu majeur dans l'activité économique mondiale. La structure économique mondiale indique à quel point la croissance économique et le développement sont boostés par le commerce international, à travers les revenus issus de la mobilisation des exportations des matières premières, des produits agricoles, des services et de l'approvisionnement des biens et services étrangers.

Au cours de ce siècle, le monde a connu un quadruplement du volume des échanges entre pays. Par ailleurs, il convient de rappeler que la période après 1973 montre une économie caractérisée par un ralentissement des exportations mondiales contrairement aux années précédentes.

Comme la plupart des pays ouvert au monde, la République Démocratique du Congo fait partie des pays ouvert au commerce extérieur. Etant au cœur de l'Afrique, riche en ressources naturelles et humaines, plusieurs observateurs considèrent la RD Congo comme un moteur qui doit stimuler la croissance, le développement et le progrès des autres nations du sud. Sachant que, la RD Congo dépend en plus grande partie de l'extérieur pour ses débouchés, les exportations représentent en moyenne 45 % de leur part dans le PIB dont le plus grand volume est représenté par le secteur minier de 1957 à 1973, comme le démontre

⁴ MBEMBA MALEMBE F., *Incidence du commerce international sur le développement de la RD Congo*. Tiré dans le lien www.memoireonline.com/12/08/1727, consulté le 02 septembre 2018 à 9h45

MBEMBA MALEMBE déjà cité. Il sied de noter que, l'économie congolaise se tourne également vers l'extérieur pour importer les biens d'équipement et des produits manufacturés.

En passant en revue le panorama de l'économie congolaise, il ne fait l'ombre d'aucun doute que, la structure économique de la République Démocratique du Congo n'a pas que des périodes fastes. En effet, elle a connu également des périodes catastrophiques, telles que celle allant de 1996 à 2001. Cette période funeste fut caractérisée par la récession, les guerres civiles et l'hyperinflation, qui ont créé un déséquilibre macroéconomique dans le pays.

Depuis la période de transition de l'après 1996 à 2001, la situation économique de la République Démocratique du Congo se caractérise par une quasi reprise suite notamment aux revenus découlant des exportations des matières premières et à l'approvisionnement des biens d'équipement et des produits manufacturés. Selon le rapport de la Banque Centrale, « le secteur extérieur est marqué par la reprise de la demande internationale et l'amélioration des termes d'échange de 2010, lesquels ont induit une augmentation notable des échanges commerciaux »⁵.

Au fait, le commerce international doit être organisé en fonction des techniques choisies pour la structuration de l'appareil de production, du modèle de consommation de l'appareil de production, « de la relation entre le prix du producteur local et du prix du consommateur final sur le marché international »⁶.

De ce qui précède, force est d'affirmer sans ambages que, le secteur de production minière a apporté la croissance de la RD Congo à travers la GECAMINES qui, déjà à 1980 contribue approximativement à 60 % au budget de l'Etat. Pour ce faire, l'on constate que, la contribution actuelle de cette entreprise minière est insignifiante, avec une production de cuivre qui passe de 465.000 tonnes dont le prix de la tonne est estimé à 2.855 USD en 1990, à moins de 20.000 tonnes, avec le prix de 6.074 USD la tonne dans les dernières décennies. Malgré la chute de la GECAMINES, le secteur minier par ses exportations, continue à porter l'économie congolaise, en particulier le budget de l'Etat.

Ainsi, cette recherche s'intéresse de répondre aux questions suivantes :

- Existe-t-il une corrélation entre le commerce international et la croissance économique de la République Démocratique du Congo ?

⁵Rapport annuel 2010 de la Banque Centrale du Congo, P.113.

⁶ MATSI-MA-ELABO GUPA., Op. Cit p.5

- Le commerce international explique-t-il significativement la croissance économique de la RD Congo ?

C'est autour de ces questions que sera tourné notre périple réflexif.

3. Hypothèses du travail

L'hypothèse est une « proposition de réponse à la question posée, elle tend à formuler une relation entre les faits significatifs, même plus au moins précise, elle aide à sélectionner les faits observés »⁷.

En nous inspirant des questions posées dans la problématique, nous formulons les hypothèses suivantes :

- Le commerce international serait fortement corrélé à la croissance économique de la République Démocratique du Congo ;
- Le niveau d'explication de la croissance économique RD Congolaise par le commerce international serait significatif

4. Méthodologie

La méthodologie suppose l'usage des méthodes et techniques de recherche. Tout chercheur recourt aux méthodes et techniques pour mener à bon port son périple réflexif. Dans le cadre de notre travail, nous avons utilisé les méthodes et technique ci-après :

4.1.Méthodes du travail

- **La méthode historique** : La méthode historique nous a permis de rassembler tous les faits caractérisant l'évolution des marchés financiers internationaux dans la mobilisation des recettes issues des exportations et des importations des biens et services en République Démocratique du Congo ;
- **La méthode analytique** : cette méthode s'inscrit en termes d'apport analytique. Cette méthode a été utilisée pour récolter les données de la banque centrale, les analyser et les traiter.

4.2. Techniques

- **La technique d'interview** : Elle nous a servi à recueillir certains renseignements auprès des personnes expertes en matière du commerce international ;

⁷ GRAWITZ M., *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1933, p.88.

- **La technique documentaire** : Nous avons par cette technique, consulter des ouvrages, articles, rapports, travaux de fin de cycle et mémoires, qui ont trait avec notre travail.

5. Choix et intérêt du sujet

La situation socio-économique actuelle est à la base du choix et de la pertinence de notre thème de recherche. L'intérêt et le choix du sujet englobent plusieurs points. L'intérêt personnel que nous accordons à cette étude est essentiellement lié au souci qui nous anime, d'enrichir et d'approfondir nos connaissances sur la réglementation et le déroulement du commerce international et son impact sur la croissance économique de la République démocratique du Congo.

Tout chercheur souhaite que son travail serve à quelque chose. On attend de notre présent travail des résultats pratiques très clairs qui constitueront des guides sûrs pour les décisions et actions des pouvoirs publics dans le cadre du secteur minier et autres produits exportés et importés par la RDC.

6. Délimitation spatio-temporelle

Pour des raisons de précision et de clarté, notre étude sera délimitée dans le temps et l'espace. Dans l'espace, c'est la République Démocratique du Congo qui est notre champ d'investigation et, dans le temps, l'étude s'étale sur la période allant de 2002 à 2015 selon la disponibilité des données à notre portée.

7. Canevas du travail

Hormis l'introduction et la conclusion, l'ossature du présent travail s'articule autour de trois chapitres à savoir :

- La première porte sur les fondements théoriques et conceptuels ;
- Le second fait un état des lieux de l'économie de la RD Congo ; Enfin
- Le troisième chapitre analyse l'incidence du commerce international sur la croissance économique en RD Congo.

CHAPITRE PREMIER

FONDEMENTS CONCEPTUELS DE L'ETUDE

Le premier chapitre retrace une compréhension détaillée des concepts de base de notre travail. Pour ce faire, nous allons expliciter les concepts suivants : commerce extérieur et ses éléments clés : exportation et importation, le produit intérieur brut et le développement. L'objet de ce chapitre est de poser les fondements qui serviront de base afin de rendre le débat plus explicite dans le reste du travail.

SECTION 1. COMMERCE INTERNATIONAL

Le commerce international ou extérieur est un ensemble des moyens dont dispose un Etat ou une nation pour orienter les flux d'échanges avec l'étranger. A en croire SILEM Ahmed et Albertini, le commerce international est « l'ensemble des échanges internationaux des biens et services »⁸.

Les théories d'échange international disposent des avantages du libre-échange intégral pour tous les partenaires. De ce fait, les pouvoirs publics ne renoncent jamais complètement à aider les industries commerciales au regard de l'impact qu'a le commerce sur le produit intérieur brut. De cette façon, le commerce extérieur devient donc une préoccupation pour les économies des nations. À ce propos, Melo Jaime et GRETHER Marie pensent que : « tout comme il y a toujours commerce entre individus et entre régions d'un même Etat, il y a toujours eu commerce international entre pays »⁹.

La politique commerciale d'un pays résulte bien souvent des stratégies de compromis entre la volonté d'isoler certaines activités nationales des effets de la concurrence externe et la nécessité de tempérer les velléités des investissements des partenaires, car ceci est bénéfique pour l'économie des pays acteurs du commerce. Pour Joseph E. STIZGLITZ : « le commerce international peut avoir les effets sur la production nationale »¹⁰.

Les ouvrages de J. PH PLATTEAU nous montrent à quel point le commerce extérieur ainsi que tout échange qui détermine une distribution mieux adaptée aux besoins de la société tant naturellement et immédiatement, a augmenté la portion de revenu national qui se compose de profits, sans causer des diminutions proportionnelles dans une autre partie. C'est précisément cet accroissement immédiat du revenu national résultant de l'échange de ce qui a

⁸ SILEM A., et ALBERTINI J., *Economie, Lexique*, Paris, éd Dalloz, 1995, p.126.

⁹ Melo J., et GRETHER M., *Commerce international théorie et application*, Paris, De Boeck, 1997, p..7.

¹⁰ STIGLITZ J.E., *Principes d'économie modernes*, Paris, p. 50.

moins de valeur dans le pays contre ce qui en a davantage, qui donne à la fois le pouvoir et la volonté d'employer plusieurs travailleurs et qui fait naître cette demande active des bras, des produits et de capital qui accompagnent d'une manière frappante et presque universelle un commerce extérieur florissant. Bien qu'il puisse être interprété comme un accroissement réel des richesses, il est aussi un vecteur d'emploi d'un nombre de travailleurs. L'accroissement de la valeur inchangeable est nécessaire pour stimuler continuellement l'industrie productive. Dans le petit nombre des cas où cet effet ne se manifeste pas, on s'aperçoit de la stagnation dans la demande de bras, d'un temps d'arrêt de progrès.

L'ouverture des pays retardataires et pauvres au commerce avec les pays développés ou avancés, est à la base de la création des besoins et joue à même temps le rôle d'un stimulant à la croissance économique et au développement. Cependant, parler du commerce extérieur revient à commenter successivement l'exportation et l'importation.

1.1.1. Exportation

L'exportation est le fait de céder les produits ou services destinés à être commercialisés ou vendus sur le marché étranger. En outre, l'exportation est l'action de vendre à l'étranger une partie de la production des biens ou des services d'un ensemble économique d'un pays ou d'une région.

Par ailleurs, l'exportation permet de stimuler une économie en valorisant le travail d'un pays auprès des autres et en assurant la pérennité des entreprises qui, dans le cadre de la mondialisation, ont fortement besoin de montrer leur visage ou leur position sur le marché mondial.

En effet, on distingue les sociétés totalement exportatrices dont la cession porte sur l'ensemble de la production, et les sociétés partiellement exportatrices, dont la cession porte plutôt sur une partie de la production. De ce fait, les exportations se font compte tenue de certaines formalités. Pour être bénéficiaire des exportations, la société exportatrice devra payer des redevances douanières et procéder à la présentation des licences d'exportation. Les exportations sont accessibles à toute personne physique ou morale réalisant des opérations commerciales à titre habituel. On peut se poser la question de savoir : Pourquoi exporter ?

1.1.1.1. Raisons d'exportations

L'exportation est synonyme des nouveaux débouchés, la philosophie exportatrice repose sur plusieurs raisons :

1.1.1.1.1. Raisons d'ordre National

- **Concurrence Internationale :** Les entreprises qui travaillent uniquement sur le marché national, peuvent facilement s'en satisfaire et ignorer ce qui se passe dans leurs industries à l'échelle internationale, alors que celles qui exportent doivent traiter avec les meilleurs concurrents mondiaux ;
- **Rayonnement hors frontière :** cette politique consiste à apporter aux acheteurs une partie du savoir sur la technologie du produit concerné.
- **Croissance économique nationale :** l'on notera que la croissance d'une économie s'évalue par l'augmentation plus ou moins rapide de la production. Par conséquent, celle-ci peut être le fait de l'accroissement de la consommation et de l'investissement, mais aussi de l'accroissement du volume des exportations. Par conséquent, une balance commerciale excédentaire rend un pays créditeur par rapport au reste du monde en mettant en opposition des créanciers et lui confère une certaine autorité. A l'inverse, une opposition débitrice le rend dépendant de ses créanciers et des organisations internationales
- **Conjoncture favorable :** ici, il est question de montrer l'effort que le gouvernement fourni pour éradiquer les obstacles au commerce. Dans le contexte actuel, tirer partie des débouchés internationaux pourrait bien être le meilleur moyen d'assurer la croissance et la survie des entreprises. Les exportations sont à la base de création d'emplois et de croissance économique continue.

1.1.1.1.2. Raison d'ordre particulier

- **Taille du marché :** Il s'avère important de noter que, se confier au marché national, limite la croissance future de certaines entreprises et réduit le cycle de vie des produits. L'exportation donne accès à des vastes marchés, aux marchés émergents et aux marchés créneaux où les produits et services d'une entreprise peuvent être considérés rares ou uniques ;
- **Diversification des marchés :** En distinguant ses marchés, l'entreprise ne mettra pas tous ses biens dans le même panier. Si elle vend son produit dans un seul pays et que celui-ci traverse une période de récession, les conséquences seront plus graves que si elle le vend dans plusieurs pays. La différenciation rend l'entreprise moins exposé aux fluctuations économiques nationales d'autant plus que même si un marché est en récession, un autre croît.
- **Economies d'échelle :** Etant donné que les entreprises ont accès à plusieurs marchés

en exportant, elles réalisent une grande recette, et leur permet de réaliser des économies d'échelle puisque plusieurs frais fixes sont repartis sur un volume plus élevé.

1.1.1.2. Règles sur les exportations

La meilleure rentabilité des exportations, est fonction des règles suivantes :

- **Etudier les caractéristiques du marché étranger** : la présente règle stipule qu'il faut s'atteler sur les différences culturelles (langues, modèle de vie, façon de penser, coutumes, etc.)
- **Discerner les risques liés à l'exportation** : ici, il est question de mettre l'accent sur le risque de change, risque d'insolvabilité, etc. Dans la même perspective, notons qu'il faut tout de même marteler sur l'assurance de contrat qui couvre les éventuelles pertes.
- **Déterminer les coûts d'approche des marchés étrangers** : ces coûts peuvent faire l'objet d'un prêt spécifique d'une banque ;
- **Se munir des données** : pour mettre en place le projet d'exportation, quelques interrogations méritent d'être posées : où exporter ? comment exporter ? Comment s'informer sur le pays étranger objet d'export ?
- **Prendre en compte les caractéristiques de l'activité** : la présente règle nécessite une étude de règlement juridique et fiscale propre aux pays étrangers. Elle porte sur les fluctuations relatives aux taux de change monétaires, évalue les coûts engendrés par la distance, en termes de logistique et de transport.

1.1.2. Importation

Le commerce d'importation consiste à acheter de l'étranger le produit avec comme but de le consommer localement. A en croire Silem, Ahmed et Albertini, l'importation est « l'achat des marchandises à l'extérieur du pays, les importations sont les biens qui vont être consommés ou qui vont servir à l'investissement »¹¹. En outre, les importations sont des biens fabriqués à l'étranger, vendus ou consommés sur le territoire national. Pour ce faire, quand les revenus des importations augmentent, les ménages n'achètent non seulement plus les biens de consommation produits dans leur pays, mais plus des biens de provenance de l'étranger. Pour financer les importations qui vont contribuer à accroître son niveau de vie (consommation) et faciliter son développement (investissement), le pays doit exporter des biens en réplique. Economiquement, l'importation désigne l'ensemble des achats des

¹¹ SILEM A., et ALBERTINI J.M., *Op. Cit.*, p. 306.

marchandises à l'extérieur d'un pays, qu'il s'agisse des biens à la consommation (biens de consommation) ou des biens destinés à servir à l'investissement (biens de capital).

En terme keynésien, l'on notera que les importations sont une fuite hors du circuit économique, dont l'augmentation entraîne une baisse du revenu national et l'emploi. Les importations sont donc les biens en provenance de l'étranger qui contribuent aussi dans la croissance du niveau de vie (bien de consommation), et la croissance économique d'un pays.

SECTION 2. COMMERCE EXTERIEUR ET DEVELOPPEMENT

Le commerce étranger est considéré selon Malthus, comme un véritable moteur du développement économique, car il permet la satisfaction comme une gamme beaucoup plus étendue des besoins.

En effet, le commerce étranger est tout échange qui détermine une distribution mieux adaptée au besoin de la société. C'est pourquoi Malthus, cité par Philippe PLATTEAU, affirme que : « le commerce extérieur et intérieur opèrent une nouvelle distribution des produits qui entraînent un accroissement de valeur résultant de l'échange d'un objet dont on a moins besoin contre un autre qui nous est utile¹²». Pour ce faire, la facilitation de l'échange international est à la base de l'amélioration des moyens de transport, des communications à l'échelle nationale et internationale pour une bonne sortie (exportation) ou entrée (importation) des produits et des revenus etc. L'expansion du commerce extérieur, augmente la valeur des produits nationaux et procure l'avantage aux sociétés grossistes . Comme qui dirait parmi les grands avantages : achat par quantité importante, jouissent des prix important auprès des transitaires et restent compétitif sur le marché étranger »¹³. Ceci étant, l'allocation des marchandises qui naît du commerce, est le premier pas vers la croissance des richesses et de la recette nationale.

Par ailleurs, affirmons dans la même optique que, l'échange international influe sur la croissance nationale. De ce fait, Joseph PLATEAU estime que « l'ouverture des pays attachés au commerce avec les pays avancés doit déclencher une révolution de besoin qui jouera le rôle d'un puissant stimulant au développement »¹⁴, la croissance économique est appréciée par le renforcement plus ou moins rapide de la production. Celle-ci peut être fonction de l'augmentation de la consommation et l'investissement, mais aussi de l'accroissement des volumes des produits exportés.

¹² PLATEAU J., *Op. Cit.*, p. 53.

¹³ . GRAUMAM., S -YETTON, *Commerce International guide et Pratique*, Paris, 6^{ème} édition, Lexis Nexis, , p.71.

¹⁴ PLATEAU J., *Les économistes Classiques*, Tome II ,Paris, éd .Panthéon, 1978, p.439.

1.2.1. Théories classiques

L'économie classique est l'œuvre d'Adam Smith. C'est lui qui pour la première fois, énonce des théories et explique l'utilité du commerce pour la prospérité. A propos des théories classiques, nous parlerons successivement d'Adam Smith et de David Ricardo dans l'optique de leurs avantages absolus et comparatifs.

En prélude des théories classiques a existé une théorie mercantiliste qui estimait que le pays est ainsi encouragé à augmenter ses réserves d'or et d'argent en augmentant ses exportations et en réduisant ses importations, de façon qu'il lui reste plus les richesses. Adam Smith, cité par Philippe PLATEAU, critique la théorie mercantiliste : « elle fait plus le mal que le bien, en effet le pays qui limite ses importations est obligé de gaspiller ses ressources dans une production des biens en laquelle il n'est pas expert »¹⁵. Cette inefficacité de production diminue la richesse d'un pays même si la taille de son trésor augmente. De nos jours, lorsque le pays impose le tarif et le pourcentage sur les biens provenant d'un autre pays, on qualifie ce pays d'adopter le mercantilisme qui n'est pas du tout notre préoccupation dans ce travail.

Que dire alors des avantages absolus et comparatifs ?

1.2.1.1. Théorie des avantages absolus et division internationale du travail : Adam SMITH

La théorie des avantages absolue est l'œuvre d'Adam SMITH. Selon cette théorie, un pays a intérêt à produire d'avantage qu'il ne consomme, afin d'exporter le surplus et d'importer des biens que d'autres pays produisent mieux que lui. Ceci autorise l'élargissement des marchés, la baisse des prix (et donc l'accroissement de l'épargne), ainsi que l'accentuation de la division du travail. En d'autres termes, Adam Smith montre l'intérêt spéciale de production à forte productivité (main d'œuvre qualifiée, avantage technologique). Cet avantage peut provenir des conditions naturelles (produit agricole ou minier disponible et d'exploitation aisée).

La notion de division internationale chez Adam SMITH n'est que le prolongement de sa réflexion sur la division du travail dans l'entreprise, qu'il a illustré par l'exemple de l'usine d'épingles. Adam SMITH fut fasciné (et ses lecteurs aussi) par le gain extraordinaire de productivité qu'entraînaient la division et la spécialisation des tâches dans une simple usine produisant des épingles.

¹⁵. PLATEAU J., *Op.cit.*, p.54.

Il suppose comme division la procédure suivante :

- Un homme tire le fil
- Un autre le tend
- Un troisième le coupe
- Un quatrième l'ajuste
- Un cinquième en affûte le bout pour qu'il puisse recevoir la tête
- La fabrication de la tête requiert deux ou trois opérations distinctes
- L'ajustage de la tête est un métier à part

En bref, Adam SMITH fusionne l'avantage absolu à la division internationale du travail, par le simple fait que les deux aspects supposent une meilleure production à moindre coût. La division du travail veut dire, l'échange, et donc le commerce international des produits. Adam Smith élargit le concept de division du travail jusqu' à l'échange entre les pays.

1.2.1.2. Théorie des Avantages Comparatifs (David RICARDO)

David RICARDO (1772-1823) a exercé un rôle important dans la création des théories du commerce international en exposant la théorie d'avantages comparatifs.

Selon la théorie d'avantages comparatifs, il convient de souligner que dans une dynamique du libre-échange, si un pays se spécialise dans la production pour laquelle sa productivité est la plus forte par comparaison avec ses partenaires, il augmente sa richesse nationale, celui-ci détient un avantage comparatif. Par conséquent, il achèterait les biens qu'il ne produit pas. En effet, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans le secteur d'activité où son avantage à la productivité est la plus élevée ou la plus faible, c'est-à-dire même s'il est moins producteur que ses partenaires, il doit se spécialiser sur les biens où l'écart de productivité en sa défaveur est le plus faible. La principale leçon de l'avantage comparatif est que, quelle que soit sa compétitivité nationale dans une situation de compétitivité parfaite, un pays tirera toujours un avantage à s'ouvrir au commerce international. C'est la raison pour laquelle cette théorie est utilisée par les artisans du libre échange contre ceux du protectionnisme.

En bref, la théorie de l'avantage comparatif montre comment les différences entre les pays donnent lieu à des échanges internationaux. Il permet de mettre en évidence l'existence d'un gain à l'échange, mutuellement partagé. Dans ce modèle, le travail est le seul facteur de production et les pays ne diffèrent que par leur productivité du travail, ils exportent les biens qu'ils produisent de manière efficace et importe les autres.

Par contre, cette théorie est critiquée par le fait qu'elle ne considère pas le rapport de force entre partenaires. Celui qui perd une production n'en retrouve pas nécessairement une autre suffisante pour la remplacer, les gains dans un pays peuvent disparaître en cas de déclin d'un secteur d'activité. Si la richesse d'un pays s'accroît, sa répartition au sein des différents acteurs peut évoluer au détriment de certains comme les plus pauvres.

1.2.2. Les Nouvelles théories

Au regard des théories classiques précédentes, il s'avère important de noter qu'elles présentent certaines limites d'autant plus qu'elles ne sont pas aptes à rendre compte de la réalité de l'échange dans son ensemble. Prenons le cas de Ricardo pour qui, les hypothèses amènent à exclure des champs d'analyse, la multinationalisation des firmes et l'existence d'échange intra branche (échange des produits similaires).

En effet, il a existé une approche néoclassique du commerce international développée par Heckscher, Ohlin, Samuelson qui stipule que : « les pays mieux dotés en facteur travail ont intérêt à se spécialiser dans la production qui réclament de la main d'œuvre : riz, cacao, ou produits manufacturiers etc. tandis que les pays mieux dotés en capital ont intérêt à se spécialiser dans la production capitalistique : sidérurgie, machine-outil, automobile »¹⁶. Nous constatons qu'il est mis en exergue l'égalisation des coûts de facteurs à l'échelle mondiale. Ceci étant, nous exposons quelques nouvelles théories ciblées dans nos investigations :

1.2.2.1. L'approche néo-factorielle

Cette approche fut créée par Leontief. En désirant valider l'approche HOS (Heckscher, Ohlin, Samuelson), Leontief a calculé les dotations factorielles des exportations et importations américaines en 1953. Il voulait à ce que les exportations soient intensives en capital (qui est le facteur de production abondant sur le territoire américain) et les importations intensives en travail. Le résultat était contraire à celui attendu. Les théories néo-factorielles vont alors tenter de sauver le modèle de HOS (Heckscher, Ohlin, Samuelson) en posant que les facteurs de production sont hétérogènes.

1.2.2.2. L'approche néo-technologique

La présente philosophie explique les échanges internationaux en termes d'écart technologique. En effet, les pays en avance technologique, possèdent un avantage comparatif dans la production de biens technologiques. Cette théorie prolonge l'idée ricardienne selon

¹⁶ . <http://fr.m.wikipedia.org/.../Théorie-du-> lu et consulté à 13h00, le 17 Mars 2017.

laquelle, les différences de productivité entre nations proviennent de différence de technologie, contrairement au modèle HOS où la technologie est identique à toutes les nations, qui ne diffèrent que par leurs dotations factorielles.

1.2.2.3. L'approche par les économies d'échelles

Ici, notons que la spécialisation internationale dépend de la taille des firmes (économies d'échelle internes) ou de la taille des nations (économies d'échelle externe). Ils existent par conséquent les effets d'agglomération, qui motivent toutes les entreprises d'un même secteur à se localiser au même endroit. Les pays en question se spécialiseront alors dans cette production.

1.2.2.4. L'approche par la demande

Elle vise à expliquer l'existence d'échange intra-branches (produits similaires). Certaines théories avancent les hypothèses du genre quels avantages comparatifs peuvent se construire à partir des politiques publiques (subventions, droits de douanes, etc.). Dans la théorie Ricardienne, les avantages comparatifs sont donnés une fois pour toute, et les nations doivent s'y adapter. Tous les pays sont mutuellement gagnants à l'échange quelle que soit la spécialisation. Les nouvelles théories mettent en avant que certaines spécialisations sont plus porteuses de croissance que les autres.

SECTION III. NOTIONS SUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE

Le phénomène croissance économique est l'un des phénomènes les plus passionnants de la macroéconomie, vu que tous les pays aspirent au bien-être et que ce dernier n'est pas envisageable sans la croissance économique. Les pays présentant les meilleurs indicateurs de bien-être et de développement sont ceux qui présentent les meilleures performances en termes de croissance. Pour ainsi dire, la croissance économique suppose une amélioration du niveau de vie.

3.1. Définition de la croissance économique

La croissance économique est la variation positive de la production des biens et services dans une économie sur une période donnée, généralement une période longue. Elle permet de diminuer le chômage dans les pays industrialisés et de réduire la pauvreté dans les pays en développement.

Selon François Perroux, « le développement est la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rends apte à faire croître, cumulativement et

durablement, son produit réel global. »¹⁷ Le terme de « croissance » s'applique alors plus particulièrement aux économies déjà développées. Il définit la croissance économique comme un processus continu et soutenu d'élévation du produit réel (ou PIB réel) d'une économie dans le temps. Ceci revient à dire que la croissance économique n'est pas un fait du hasard mais plutôt une œuvre soutenue et qu'elle se traduit par un accroissement continu du produit réel de toute l'économie.

La croissance est un phénomène quantitatif qui ne doit pas être confondue au développement qui – phénomène qualitatif – prend en compte des facteurs sociaux et culturels, tels que l'évolution de nos sociétés vers un meilleur niveau de vie et des meilleures conditions sociales.

Le développement s'intéresse à la structure de la production qui se modifie lorsqu'une économie passe par exemple d'un secteur primaire prédominant à un secteur tertiaire développé.

3.2. Les principaux facteurs de la croissance économique

Parmi les principaux facteurs de la croissance, on peut citer :

- ✓ L'augmentation de la population active ;
- ✓ La qualification de la main d'œuvre ;
- ✓ L'accumulation du capital ;
- ✓ Le progrès de l'organisation du travail ;
- ✓ Le progrès technique ;
- ✓ Les innovations.

3.3. Les déterminants de la croissance

Les premiers économistes s'intéressaient principalement à l'accumulation de capital physique pour expliquer les variations de production. Ainsi, l'investissement est considéré comme la première source de la croissance. Il entraîne un déplacement vers l'extérieur de la frontière des possibilités de production de l'économie en ce qu'il accroît la capacité productive du pays. Il convient de noter que l'accumulation du capital doit se faire à un rythme supérieur au taux de croissance de la population pour que l'intensité capitaliste croisse et que le produit par tête augmente.

¹⁷ PERROUX F., *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990.

On peut distinguer plusieurs types de déterminant de la croissance¹⁸ : richesses naturelles, environnement extérieur, population, innovation (concept qui ne concerne pas seulement le progrès technique), investissement, connaissance, cohérence du développement¹⁹.

Les principales conclusions des travaux de Xavier Sala-i-Martin, économiste espagnol spécialiste de la croissance, confirment qu'il n'y a qu'un seul déterminant simple de la croissance économique. Il avance par ailleurs que le niveau initial est la variable la plus importante et la plus robuste. Cela revient à dire que, dans la plupart des cas, plus un pays est riche, moins il croît vite. Cette hypothèse est connue sous le nom de convergence conditionnelle. Il considère également que la taille du gouvernement (administration, secteur public) n'a que peu d'importance. Par contre, la qualité du gouvernement a beaucoup d'importance : les gouvernements qui causent l'hyperinflation, la distorsion des taux de change, des déficits excessifs ou une bureaucratie inefficace ont de très mauvais résultats. Il ajoute également que les économies plus ouvertes tendent à croître plus vite. Enfin, l'efficacité des institutions est très importante : des marchés efficaces, la reconnaissance de la propriété privée et l'Etat de droit sont essentiels à la croissance économique.

3.4. Les théories de la croissance²⁰

Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories, sans négliger le rôle de l'ensemble des facteurs de production tendent à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie (et donc de lui permettre de produire plus, c'est-à-dire d'avoir de la croissance). Toutefois, ces théories expliquent encore mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

A. L'école classique

La plupart des économistes de l'école classique et de la révolution industrielle, pensaient qu'aucune croissance ne pouvait être durable, car toute production devait, selon eux, inexorablement converger vers un état stationnaire. C'est le cas de David Ricardo pour qui l'état stationnaire était le produit des rendements décroissants des terres cultivables, ou encore

¹⁸ MAILLET P., *La Croissance économique*, Presses universitaires de France, 1976.

¹⁹ BROWN R., *Eco-économie, une autre croissance est possible, écologie et durable*, Seuil, 2001, p.69.

²⁰ Théories de la croissance économique, dans <https://fr.m.wikipedia.org>, consulté le 13 décembre 2016

pour Thomas Malthus qui le liait à son « principe de population », mais aussi pour John Stuart Mill.

Toutefois, Adam Smith, à travers son étude des effets de productivité induits par le développement de la division du travail, laissait entrevoir la possibilité d'une croissance ininterrompue. Et Jean-Baptiste Say faisait « remarquer en outre qu'il est impossible d'assigner une limite à la puissance qui résulte pour l'homme de la faculté de former des capitaux, car les capitaux qu'il peut amasser avec le temps, l'épargne et son industrie, n'ont point de bornes. »

B. La croissance « sur le fil du rasoir » : Harrod et Domar

Après la Seconde Guerre mondiale, les économistes Harrod et Domar, influencés par Keynes, vont chercher à comprendre les conditions dans lesquelles une phase d'expansion peut être durable. Ainsi, s'il ne propose pas à proprement parler une théorie de la croissance, le modèle de Harrod-Domar permet, néanmoins, de faire ressortir le caractère fortement instable de tout processus d'expansion²¹. En particulier, il montre que, pour qu'une croissance soit équilibrée c'est-à-dire que l'offre de production n'augmente ni moins (sous-production) ni plus (surproduction) que la demande, il faut qu'elle respecte un taux précis, fonction de l'épargne et du coefficient de capital (quantité de capital utilisée pour produire une unité) de l'économie. Or, il n'y a aucune raison que la croissance, qui dépend de décisions individuelles (en particulier des projets d'investissement des entrepreneurs), respecte ce taux. De plus, si la croissance est inférieure à ce taux, elle va avoir tendance non pas à le rejoindre, mais à s'en éloigner davantage, diminuant progressivement (en raison du multiplicateur d'investissement).

C. Le modèle de Solow

Robert Solow propose un modèle néoclassique de croissance. Ce modèle repose essentiellement sur l'hypothèse d'une productivité marginale décroissante du capital dans la fonction de production. Le modèle est dit néoclassique au sens où les facteurs de production sont utilisés de manière efficace et rémunérés à leur productivité marginale. Solow montre que cette économie tend vers un état stationnaire. Dans ce modèle, la croissance de long terme ne peut provenir que du progrès technique (et non plus de l'accumulation du capital)²².

²¹ ARROUS J., *Les théories de la croissance*, Seuil, Paris, coll. « Points économie », 1999, p.265.

²² SOLOW R., « A contribution to the theory of economic growth », dans *Quarterly Journal of Economics*, 1956

Si on pense que tous les pays convergent vers le même état stationnaire, alors le modèle de Solow prédit un phénomène de convergence : les pays pauvres devraient croître plus vite que les pays riches. L'une des faiblesses théoriques du modèle de Solow vient du fait qu'il considère le progrès technique comme exogène. Autrement dit, il ne dit rien sur la façon dont le progrès technique apparaît.

D. Endogénéiser le progrès technique : les nouvelles théories de la croissance

Les théories récentes cherchent précisément à rendre ce facteur endogène c'est-à-dire à construire des modèles qui expliquent son apparition. Ces modèles ont été développés à partir de la fin des années 1970 notamment par Paul Romer, Robert E. Lucas et Robert Barro. Ils se fondent sur l'hypothèse que la croissance génère par elle-même le progrès technique. Ainsi, il n'y a plus de fatalité des rendements décroissants : la croissance engendre un progrès technique qui permet que ces rendements demeurent constants. La croissance, si elle génère du progrès technique, n'a donc plus de limite. À travers le progrès technique, la croissance constitue un processus qui s'auto-entretient.

Ces modèles expliquent que la croissance engendre du progrès technique par trois grands mécanismes :

- Le Learning by doing : plus on produit, plus on apprend à produire de manière efficace. En produisant, on acquiert en particulier de l'expérience, qui accroît la productivité ;
- La croissance favorise l'accumulation du capital humain, c'est-à-dire les compétences possédées par la main d'œuvre et dont dépend sa productivité. En effet, plus la croissance est forte, plus il est possible d'accroître le niveau d'instruction de la main-d'œuvre, en investissant notamment dans le système éducatif ;
- La croissance permet de financer des infrastructures (publiques ou privées) qui la stimulent. La création de réseaux de communication efficaces favorise, par exemple, l'activité productive.

La principale des conclusions de ces nouvelles théories est qu'alors même qu'elles donnent un poids important aux mécanismes de marché, elles en indiquent nettement les limites. Ainsi il y a souvent nécessité de créer des arrangements en dehors du marché concurrentiel, ce qui peut impliquer une intervention active de l'État dans la sphère

économique ». En particulier ce « retour de l'État » se traduit par le fait qu'il est investi d'un triple rôle :

- Encourager les innovations en créant un cadre apte à coordonner les externalités qui découlent de toute innovation (par exemple grâce à la protection qu'offre aux innovateurs les brevets) ;
- Susciter celles-ci en investissant dans la recherche et les infrastructures dont les externalités dépassent le profit que peuvent en attendre les acteurs privés ;
- Améliorer le capital humain en investissant dans le système éducatif.

Ces modèles sont toutefois très frustes en ce qu'ils n'expliquent pas les mécanismes précis qui font que la croissance économique stimule le progrès technique. En particulier, chacun des modèles de ces théories ne s'attache qu'à un seul mécanisme liant progrès technique et croissance.

3.5. La mesure de la croissance économique

En pratique, l'indicateur le plus utilisé pour la mesurer est le produit intérieur brut. Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, lui, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant comme indication de l'amélioration de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie.

Le PIB (Produit Intérieur Brut) est la somme des valeurs ajoutées créées par les entreprises d'une nation. Il permet d'apprécier le niveau de vie d'une nation. Il offre une certaine mesure quantitative du volume de la production. Afin d'effectuer des comparaisons internationales, on utilise également la parité de pouvoir d'achat, qui permet d'exprimer le pouvoir d'achat dans une monnaie de référence. Pour comparer la situation d'un pays à des époques différentes, on peut également raisonner à monnaie constante²³.

Etant donné que le PIB est mesuré en unités monétaires, c'est-à-dire par la somme d'un produit prix/quantité, sa valeur peut augmenter aussi bien à la suite d'une élévation des prix que d'un accroissement des quantités réellement produites (quantités physiques). Il faudrait à cet effet distinguer le *PIB* réel du *PIB* nominal.

Le PIB nominal est la valeur des biens et services mesurée à prix courant alors que le PIB réel est mesuré à prix constants. Pour calculer ce dernier, on retient les prix d'une année

²³ MAILLET P., *La croissance économique*, Presses universitaires de France, 1976

de base, car il faut neutraliser l'effet de la variation des prix et mettre en évidence l'évolution de la production physique.

Dans ces conditions, le PIB réel mesure plus correctement le niveau de l'activité et du bien-être économiques que le PIB nominal.

Autant que l'évolution des prix affecte la grandeur PIB nominal, elle peut influencer le comportement d'autres grandeurs macroéconomiques nominales telles que la consommation des ménages et les dépenses publiques. A cet effet, il est recommandé d'utiliser des grandeurs réelles ou mesurées à prix constant pour pouvoir réaliser une évaluation correcte des performances économiques ou du niveau de vie de la population.

Une augmentation à court terme du PIB correspond à une expansion, tandis qu'une diminution indique une récession économique. L'augmentation à long terme du PIB par habitant est un indicateur de croissance économique.

Le PIB/habitant ou produit intérieur brut par habitant (ou per capita) est la valeur du PIB divisée par le nombre d'habitants d'un pays. Il est plus efficace que le PIB pour mesurer le développement d'un pays. Cependant, il n'est qu'une moyenne, donc il ne permet pas de rendre compte des inégalités de revenu et de richesse au sein d'une population. En général, un pays est considéré comme « développé » lorsqu'il dépasse les 20 000 dollars US de PIB par habitant. Cet indicateur n'est pas égal au revenu par tête. Il est un bon indicateur de la productivité économique, mais il ne rend compte qu'imparfaitement du niveau de bien-être de la population ou du degré de réussite d'un pays en matière de développement. Il ne montre pas quelle est la répartition du revenu d'un pays entre ses habitants.

Dérivé du PIB, il ne reflète pas les atteintes causées à l'environnement et aux ressources naturelles par les processus de production, et ne tient pas compte du travail non rémunéré qui peut être effectué au sein des ménages ou des communautés, ni de la production à mettre au compte de l'économie souterraine.

❖ *Les composantes du PIB*

Il existe plusieurs composantes du PIB :

a. Composantes marchandes ou non marchandes

Le PIB recense à la fois la production marchande et la production non marchande, composée exclusivement des services.

b. Composantes vues sous l'angle de la production

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des agents économiques résidents, calculée au prix du marché, à laquelle on ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'État (Taxe sur la valeur ajoutée et droits de douane) et à laquelle on soustrait les subventions.

$\text{PIB} = \text{Somme des valeurs ajoutées} + \text{TVA} + \text{Droits et taxes sur les importations} - \text{Subventions sur les produits.}$

c. Composantes vues sous l'angle des dépenses

Le PIB est égal à la somme des emplois finaux intérieurs des biens et services, c'est-à-dire la consommation finale effective (CF), l'investissement (Formation brute de capital fixe (FBCF) dans le jargon statistique) et les variations de stocks (VS). Cette définition se déduit de l'égalité comptable entre les ressources de l'économie (PIB) et les emplois qui sont faits de ces ressources.

$\text{PIB} = \text{C} + \text{I} + \text{G} + (\text{X} - \text{M})^{24}$ en économie ouverte

$\text{PIB} = \text{C} + \text{I} + \text{G}$ en économie fermée

- Consommation (C)
- Investissements (I)
- Dépenses publiques courantes (G)
- Exportation (X)

d. Composantes vues sous l'angle des revenus

Le PIB est égal à la somme de revenus bruts des secteurs institutionnels : rémunération des salariés (RS), impôts sur la production et les importations moins les subventions (T), excédent brut d'exploitation et revenus mixtes (EBE).

❖ L'épargne

L'épargne est constituée de la partie du revenu disponible des ménages qui n'est pas consacrée à une consommation immédiate ou qui n'est pas consommée. Les économistes la considèrent comme une consommation différée dans le temps²⁵. Elle se calcule comme suit :

Epargne = revenu disponible - consommation

²⁴TSHIMANGA C., *Notes de cours de macroéconomie*, inédit L1 finances et développement, UCC, 2016.

²⁵TSHIMANGA C., *Notes de cours de macroéconomie*, inédit L1 finances et développement, UCC, 2016.

❖ *La consommation*

Les agents économiques possèdent un revenu disponible qu'ils vont, soit utiliser pour satisfaire leurs besoins, et alors ils vont consommer, soit épargner²⁶.

La consommation, au sens économique du terme, c'est l'action d'utiliser ou de détruire, immédiatement ou progressivement, des biens et des services (un yaourt, un ordinateur), dans le but de satisfaire un besoin.

❖ *Les dépenses publiques courantes*

Les dépenses publiques peuvent être classées en fonction des personnes qui la mettent en œuvre (Etat, collectivités territoriales et sécurité sociale) et en fonction de leur nature dépenses de consommation, d'investissement et de transfert²⁷. Selon la classification, trois types de dépenses publiques existent :

a) Les dépenses de fonctionnement

Elles représentent les dépenses les plus traditionnelles des personnes publiques. On distingue les dépenses de fonctionnement courant d'un service public (dépenses d'entretien du matériel), les dépenses de personnel relatives aux traitements des agents de l'Etat qui sont les plus importantes et enfin, la charge de la dette (intérêt et capital).

b) Les dépenses d'investissement ou en capital

Elles recouvrent deux catégories que sont les dépenses en capital en matière militaire et les dépenses en capital en matière civile. Ces dernières prennent notamment la forme de dotations de l'Etat au capital des entreprises publiques favorisant la réalisation d'infrastructures.

c) Les dépenses de transfert ou d'intervention

Sont des aides financières inscrites au budget d'une collectivité publique, mais qui vont seulement transiter par ce budget pour être redistribuées à des particuliers, ou encore à des organismes de droit public ou de droit privé.

²⁶Idem

²⁷Ibidem

❖ L'investissement

Au sens étymologique, le terme « investir » en anglais to « invest » signifie « employer des capitaux en vue d'accroître la production ou augmenter le rendement d'une entreprise ». Dans le cadre de ce travail, l'investissement se rapporte à la signification de l'approche anglo-saxonne. Par ailleurs, au sens courant, le mot « investissement » désigne un achat qui se révélera utile à long terme.

Au sens économique et financier, l'investissement est un flux, qui s'ajoute chaque année sous forme d'équipement neuf au capital productif. C'est toute transformation de l'épargne en capital productif.

Pour Thomas SUAVET, l'investissement est une opération consistant pour un particulier, une entreprise ou un Etat à transformer des ressources financières en équipement.

Au terme de l'analyse économique de l'investissement et ses effets sur la croissance, l'emploi, et la rentabilité, nous pouvons distinguer les types d'investissement suivants :

a) Les investissements productifs

Ce sont ceux qui ont pour objet d'améliorer les outils de production (augmenter la production par homme, par heure ou par franc investi ou encore le volume global de production). Ce sont les investissements d'extension ou de modernisation (accroître la capacité de production ou la gamme de ses produits), investissement de création (apport en espèces ou en nature fait à une entreprise).

b) Les investissements administratifs civils Ce sont ceux qui améliorent l'équipement collectif : infrastructures tels que l'équipement scolaire et l'infrastructure routière qui favorise les échanges.

c) Les investissements en logement

Il s'agit des investissements achetés par les particuliers, loués par des sociétés immobilières, propriétés d'entreprise destinés au logement de leurs salariés.

d) Les investissements incorporels

Investissement immatériel consacré à l'achat de brevets et de licences à la recherche, à la formation mais aussi certaines dépenses en marketing ou de publicité. C'est le cas de l'investissement capital humain, qui désigne l'ensemble des dépenses consacrées à l'amélioration des connaissances et de la formation des travailleurs qui accroissent la

productivité. Dans tous les cas, il s'agit de dépenses devant avoir un effet positif durable sur la production et qui exigent la constitution d'un capital et de la volonté de produire.

Selon l'origine du capital, nous distinguons les investissements suivants : investissement public, investissement privé et investissement mixte.

❖ *La balance commerciale*

La balance commerciale est la différence, en termes de valeur monétaire, entre les exportations et les importations des biens et services dans une économie sur une période donnée. On parle aussi de solde commercial. Une balance commerciale positive signifie que le pays exporte plus de biens et services qu'il n'en importe : on parle alors d'« excédent commercial » ou de « balance excédentaire ». Quand elle est négative, on parle de « déficit commercial ».

Si ni l'excédent ni le déficit commercial ne sont dangereux pour une économie nationale, ils peuvent cependant être le signe et la cause d'autres problèmes économiques (en cas de déficit : faiblesse de l'industrie, surévaluation de la monnaie favorisant les biens importés par rapport à la production indigène ou, inversement en cas d'excédent, sous-consommation ou sous-évaluation de la monnaie permettant aux étrangers d'acheter à bas prix l'outil industriel du pays).

Pour évaluer la situation d'un pays par rapport au reste du monde (évolution de l'épargne et de l'endettement, part de capital détenue par l'étranger ou au contraire à l'étranger, etc.), la balance commerciale ne suffit pas : elle est une composante de la balance courante, elle-même partie de la balance des paiements.

3.6. Les limites du PIB comme indicateur de mesure

L'indicateur du PIB reste cependant imparfait comme mesure de la croissance économique. Il est pour cela l'objet de plusieurs critiques :

- Il ne mesure que partiellement l'économie informelle. Une part importante des transactions, non déclarée, était perdue pour les statistiques comme le fisc ;
- Il ne mesure que de façon imparfaite les productions qui ne sont pas commercialisées : ainsi, la production des administrations est supposée égale aux salaires des fonctionnaires ; une évaluation des productions agricoles autoconsommées est intégrée. Même s'il prend en compte la production des activités non marchandes, il ne

mesure pas l'activité de production domestique (ménage, cuisine, bricolage, éducation des enfants, etc.) ;

- Il ne mesure que les apports de valeur ajoutée dans l'immédiat (sur une année). Les effets de long terme, notamment dans des services tels que l'Éducation ou la Santé, ne sont pas ou mal comptabilisés à travers leur impact sur la production ;
- Le PIB ne mesure que la valeur ajoutée produite par les agents économiques résidents. Il ne prend donc pas en compte les transferts de ressources internationaux, alors que ces derniers représentent souvent une part importante de leur richesse nationale. Il est possible d'utiliser un outil plus pertinent tel que le revenu national brut ;
- Enfin, il ne prend en compte que les valeurs ajoutées, et non la richesse possédée par un pays, sans distinguer les effets positifs ou négatifs sur le bien-être collectif ;

Cette contradiction apparente provient probablement du fait que le PIB ne mesure pas réellement le développement, le progrès en lui-même ; il ne mesure pas non plus l'activité économique, pourvoyeuse d'emploi, car l'activité peut fort bien croître sans augmentation de valeur ajoutée, si l'on remplace du capital ou des matières premières par du travail. La croissance ne mesure en fait que l'augmentation de la consommation de facteurs de production : travail, capital et ressources naturelles (matières premières, potentiel productif des terres agricoles, etc.). La société peut progresser sans croissance, en modifiant la répartition des facteurs.

CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE

Dans ce premier chapitre, il a été question de définir les concepts clés de l'étude. C'est pourquoi nous l'avons divisé en trois sections dont la première a abordé les théories sur le commerce international, la seconde a explicité le lien entre le commerce international et développement et la troisième en fin à ramasser l'essentiel sur la croissance économique.

Nous avons dans la première section abordée les théories sur le commerce international et avons compris ces dernières sont faites des exportations et des importations qui sont les vrais indicateurs pouvant orienter les flux d'échanges avec l'étranger.

Nous avons porté notre regard sur les différentes théories classiques et les nouvelles théories sur les échanges internationaux. A ce propos, nous avons mis l'accent sur les avantages comparatifs et absolus de D. Ricardo et Adam Smith.

Pour ce qui est de la seconde section, nous avons montré le lien étroit entre le commerce extérieur et le développement. Le commerce étranger étant tout échange qui détermine une distribution mieux adaptée au besoin de la société, il est considéré selon Malthus, comme un véritable moteur du développement économique.

En fin la croissance économique est la mesure du niveau de la vie, dont le PIB est l'un des indicateurs le plus utilisé. Il est mesuré « en volume » ou « à prix constants » pour corriger les effets de l'inflation. Le taux de croissance, est le taux de variation du PIB. On utilise souvent la croissance du PIB par habitant pour indiquer l'amélioration de la richesse individuelle, assimilée au niveau de vie.

CHAPITRE DEUXIEME : APERCU GENERAL SUR LA SITUATION ECONOMIQUE EN RDC

L'économie congolaise avant 2001 était une économie exsangue, caractérisée par un tissu industriel délabré, des infrastructures socio-économiques de base totalement détruites, un chômage de masse important, une inflation galopante avoisinant les 4000 % l'an ; un taux de croissance en recul de -14 % en moyenne par an sur la décade 90, un revenu par tête de l'ordre de 80\$ par an, une monnaie chancelante ayant perdu nombre de ces fonctions primaires et un différentiel entre le taux de change officiel et parallèle de 150 %²⁸.

Depuis 2001, la RDC s'est engagée dans un ambitieux programme pluriannuel de redressement économique et de reconstruction nationale articulé autour de trois axes ci-après :

- La construction d'un Etat de droit ;
- La stabilisation du cadre macroéconomique par la mise en œuvre des réformes structurelles de l'économie, des finances publiques et de la gouvernance ;
- La construction des infrastructures socio-économiques.

Au terme de dix ans d'exécution de ce programme, des résultats se sont illustrés dans la stabilité du cadre macroéconomique. L'environnement économique s'est amélioré par un flux d'investissements directs étrangers relativement important et la restauration de la confiance du secteur privé à l'égard du gouvernement.

L'économie congolaise a connu plusieurs réformes institutionnelles au cours de la période considérée. L'année 2001 est perçue comme une année décisive, car les plus importantes décisions politiques et économiques en vue de l'assainissement et de la reprise économique ont été prises au cours de cette année. Grâce à ces réformes, la croissance était au rendez-vous et en 2014, elle a atteint un record de 9,0 % après s'être établi en moyenne annuel à 7,7 % de 2010 à 2013²⁹. Malheureusement en 2016 les taux de change et de croissance ont connu une baisse sensible suite à une baisse précédente de cours, des volumes d'exportation des matières premières.

Cependant, cette croissance s'est butée à un contraste de taille, car la plupart des congolais n'en ressentaient pas les retombées positives dans leur vie quotidienne. Le taux de chômage reste élevé avoisinant les 40 % de la population congolaise et les salaires des fonctionnaires sont restés inchangés.

²⁸ Programme du gouvernement mai 2012(1)

²⁹ Rapport de suivi de la situation économique de la banque mondiale 2015, 3^{ème} édition, 2015

L'objectif de cette investigation consistera à analyser la situation économique de la RDC. Il sera question pour nous de faire un aperçu général de la situation macroéconomique et budgétaire de la RD Congo.

Outre l'introduction et la conclusion, ce chapitre sera subdivisé en deux sections. La première sera focalisée sur la période d'avant 2001 et la deuxième sera axée sur la période allant de 2001 à nos jours.

SECTION 1. PERIODE D'AVANT 2001

Le tableau que présentait l'économie congolaise avant 2001 était celui d'une économie exsangue, caractérisée par un tissu industriel délabré, des infrastructures socio-économiques de base totalement détruites, un chômage de masse important, une inflation galopante avoisinant les 4000 % l'an, un taux de croissance en net recul de -14 % en moyenne par an sur la décennie 90, un revenu per capita de l'ordre de 80 USD par an, une monnaie chancelante ayant perdu nombre de ses fonctions primaires et un différentiel entre le taux de change officiel et parallèle de l'ordre de 150 %.

SECTION 2. DEPUIS 2001

A partir de 2001, la RDC s'est engagée dans un ambitieux programme pluriannuel de redressement économique et de reconstruction nationale initié par le Président de la République Joseph KABILA. Comme nous l'avons signalé dans les lignes précédentes, ce programme s'est articulé autour de trois axes majeurs ci-après :

- La construction d'un Etat de droit, de la consolidation de la paix et la cohésion sociale par la mise en place des institutions républicaines et la réforme de l'armée, de la police et des services de sécurité ;
- La stabilisation du cadre macroéconomique par la mise en œuvre des réformes structurelles de l'économie, des finances publiques et de la gouvernance économique ;
et ;
- La construction des infrastructures socio-économiques de base.

Entre 1989 et 2001, le PIB réel de la RDC a reculé de 48,7%. Cette longue période de repli de l'activité économique a été relayée par le retour de l'expansion économique à partir de 2002. Celle-ci a été attestée par une augmentation du PIB réel de 123,6 % entre 2002 et 2014. L'évolution en cause s'est cristallisée et affermie³⁰.

³⁰ NGONGA V., et al., « *Vulnérabilité économique et résilience : comment la RDC résiste* », dans la revue congolaise de politique économique, 1(2015), p. 47.

L'augmentation du PIB réel de l'économie congolaise est restée longtemps en deçà de la moyenne de l'Afrique subsaharienne : elle a été entre 2002 et 2009 à 5,6 % contre 6,7 % pour cette région du continent Africain.

En 2014, l'économie congolaise a été marquée par la consolidation de l'activité économique. La croissance moyenne annuelle a été de 7,8 % entre 2010 et 2014, avec un pic de 9,5 % à l'issue de l'année 2014.

Comme en 2013, la croissance économique en 2014 a été boostée pour l'essentiel par la bonne performance des secteurs primaires et tertiaire au niveau de l'offre ainsi que par l'absorption à travers la consommation privée au niveau des emplois finals. Parallèlement, le PIB par habitant a progressé de 6,2 % en 2014, atteignant 514,0 USD en valeur nominale contre 484,2 USD une année auparavant.

Tableau n° 1 : Evolution de taux de la croissance économique de la RDC

ANNEE	TAUX DE CROISSANCE
2002	3,5
2003	5,8
2004	6,7
2005	7,8
2006	5,6
2007	6,3
2008	6,2
2009	2,9
2010	7,1
2011	6,9
2012	7,1
2013	8,5
2014	9,5
2015	6,9

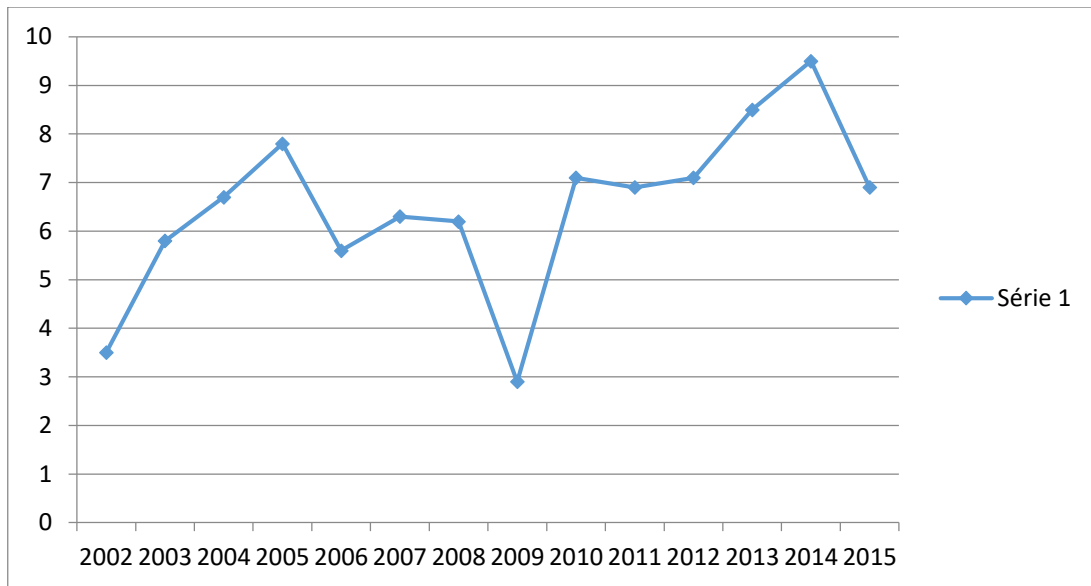
Source : Rapports annuels BCC

La situation économique en 2002 a été caractérisée par la reprise de la croissance économique, après plusieurs décennies de recul, et la décélération du rythme de formation des prix intérieurs. En effet, le taux de croissance économique a été de 3,5%. Le taux de croissance du PIB en 2003 s'est situé à 5,8% et a 6,7% fin décembre 2004. En dépit d'un

certain ralentissement, la croissance économique amorcée en 2002 s'est poursuivie en 2006. Les réalisations de la production intérieure à fin décembre 2006 situent le taux de croissance de l'activité économique à 5,6 % contre 7,8 % en 2005. La croissance économique a connu une stagnation en 2008, se situant à 6,2% contre 6,3% l'année précédente. L'évolution économique de République Démocratique du Congo en 2009 a été marquée par un net ralentissement de l'activité économique. La croissance économique a été de 2,9%. Ce repli est dû aux effets de la crise économique et financière internationale.

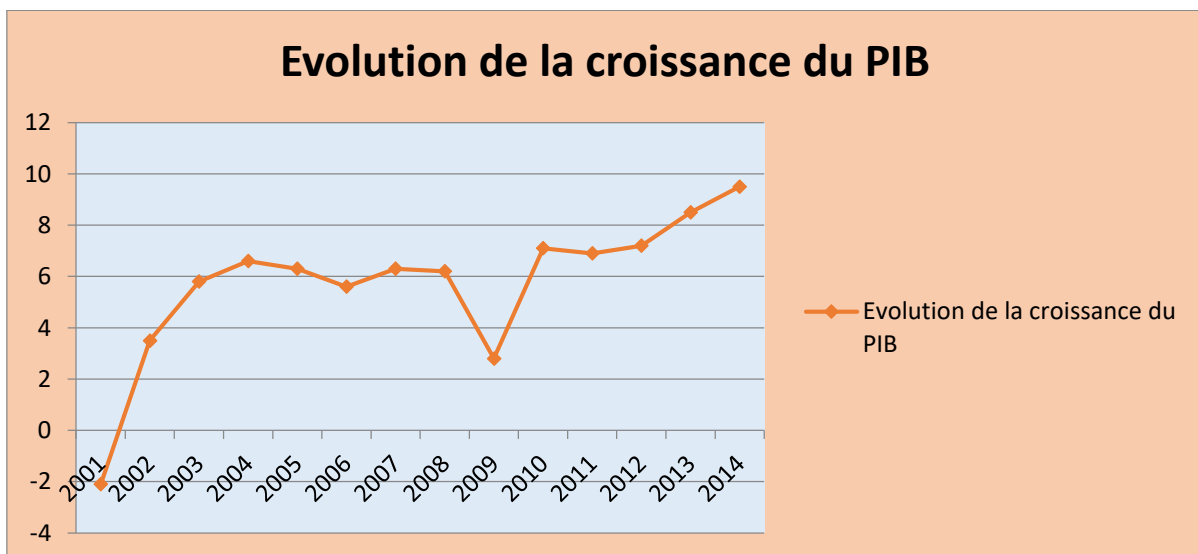
La RDC a fortement ressentie les effets de cette crise à cause de la diversification limitée de son économie et sa forte dépendance vis-à-vis des exportations des produits de base. Les activités économiques sont demeurées vulnérables face aux chocs extérieurs notamment, la hausse des prix de produits alimentaires et énergétiques ainsi que la baisse des investissements directs étrangers.

L'activité économique intérieure est demeurée vigoureuse en 2011, bien qu'en léger ralentissement. En effet, le taux de croissance est estimé à 6,9% contre 7,1% en 2010. Cette réalisation a été soutenue essentiellement par le dynamisme affiché dans les secteurs des mines, de la construction, de l'agriculture et du commerce de gros et détail. Nonobstant de cette évolution favorable, l'économie congolaise demeure vulnérable aux chocs à cause, notamment de la diversification limitée de ses économies et sa forte dépendance vis-à-vis des exportations des produits de base ainsi que des capitaux étrangers. Cependant l'activité économique en 2015 indique un ralentissement de la croissance par rapport à 2014. En réalité, la croissance du PIB réel a chuté à 6,9% venant de 9,5% l'année précédente.

Graphique n° 1 : Evolution de taux de la croissance économique de 2002 à 2015

Auteur : Auteur à partir des données des rapports annuels de la BCC

Sur le marché des biens et services, l'indice des prix à la consommation a ralenti en 2014 s'établissant à 1,03 % après s'être fixé à 1,07 % en 2013, soit son plus bas niveau enregistré depuis plus de trente ans en RDC³¹.

Graphique n° 2. Evolution de la croissance économique (en %) de 2001 à 2014

Source: réalisé par nous-mêmes à partir des données de la BCC

³¹Rapport annuel de la BCC 2014

2.1. Analyse des évolutions observées selon différentes approches entre de 2001 à nos jours

Les évolutions de l'activité économique de la RDC au cours de la période prise en compte, démontrent que l'économie congolaise poursuit un mouvement en forme de dents de scie c'est-à-dire que les principaux indicateurs de mesure de la performance économique en RDC sont très sensibles aux pressions tant au niveau interne qu'externe exercées sur eux.

2.2. L'évolution du PIB

2.2.1. Evolution du PIB selon l'approche de la production

Dans une telle perspective, l'analyse sectorielle de l'activité économique révèle que le moteur de la croissance économique en 2014 demeure le secteur primaire. Sa contribution à la croissance économique a été de 5,5 points dont 4,7 en provenance des activités extractives³².

Le dynamisme des activités extractives s'explique par une augmentation sensible de la production de l'or, dont le niveau s'est accru de 285,1 % entre 2013 et 2014, atteignant 23,5 milliers de Kg, suite au lancement des projets d'extension de deux grandes entreprises du secteur. En outre, il convient de relever une augmentation de 15,9 % de la production du cuivre, grâce au maintien des cours mondiaux à un niveau encore favorable.

Les activités extractives ont confirmé leur prépondérance à la croissance économique de la RDC en 2014 après leur progression de 10,1 % en 2013. La valeur ajoutée de la branche extraction s'est accrue de 19,4 % en 2014, portant sa contribution à la croissance du PIB à 4,7 points contre 2,4 points l'année précédente.

Pour sa part, la branche « Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche » s'est accrue de 4,7 % en 2014 après une amélioration de 4,2 % en 2013. Cette évolution fait suite aux initiatives du Gouvernement visant, entre autres, l'amélioration de la sécurité alimentaire. Dans ce cadre, des campagnes agricoles ont été organisées dans les provinces et ont été accompagnées notamment de la distribution des matériels, des intrants agricoles et des têtes de bétail. Par ailleurs, l'on a observé un ralentissement des activités des secteurs secondaires et tertiaires en 2014 par rapport à l'année précédente.

S'agissant du secteur secondaire, une faible contribution de 1,2 point de pourcentage à la croissance a été enregistrée en 2014 contre 1,7 point en 2013 en raison essentiellement des activités de construction de 1,2 % contre 14,1 % en 2013 et de la branche électricité, eau et gaz de 6,3 % contre 7,2 % en 2013. La croissance des activités industries manufacturières quoique

³²Rapport annuel de la BCC 2014

inférieure par rapport à l'année précédente soit 9,9 % contre 10,1 % a conduit à une contribution de 1,1 point de pourcentage à la croissance, soit le même niveau que celui de 2013.

Le secteur tertiaire, quant à elle a enregistré une contribution de 2,6 point de pourcentage à la croissance, due au dynamisme des activités des autres services hors administrations publiques qui ont connu une progression de 1,0 point de pourcentage à la croissance. Cette évolution résulte d'une amélioration relative du climat des affaires ayant pour corollaire, entre autres, le relèvement des activités d'hôtellerie et de restauration.

En dépit des efforts du gouvernement en vue d'améliorer le service de transport urbain et élargir les activités des opérateurs de télécommunication sur le marché national, les contributions des branches commerce, transport, entreposages et télécommunication à la croissance ont été de 0,7 point de pourcentage et 0,8 point, inférieures à leur niveau de 1,2 chacune en 2013.

Tableau n° 2. Contribution de différents secteurs à la croissance économique

Branches d'activité	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Secteur primaire	8,7	2,1	4,8	7,6	9,6	5,5	2,9	3,2	5,5
Agriculture, forêt, élevage, chasse et pêche	5,6	2,8	2,8	2,8	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8
Agriculture	5,6	2,8	2,8	2,8	0,7	0,7	0,6	0,8	0,7
vivrière	5,6	2,8	2,8	2,8	0,7	0,7	0,6	0,8	0,6
rente	5,6	2,8	2,8	2,8	-	-	-	-	-
Sylviculture	5,6	2,8	2,8	2,8	-	-	-	-	-
Elevage, pêche et chasse	5,6	2,8	2,8	2,8	-	-	-	-	-
Extraction	14,9	1	8,8	16,4	8,8	4,8	2,3	2,4	4,7
Secteur secondaire	-3,5	6,5	2	-7,2	-0,4	0,8	1,2	1,7	1,2
Industries manufacturières	-4,8	7,2	1,6	-9,9	-0,4	0,2	0,6	1,1	1,1
Industries alimentaires, boissons et tabac	-5,8	7,3	1,2	-10,2	0,1	-0,2	0,8	1,2	1,2
Autres industries manufacturières	-1,4	6,8	2,7	-8,8	-0,5	0,4	-0,3	-0,1	-0,1
Bâtiment et travaux publics	-0,4	5,4	3,8	5,8	-	0,6	0,6	0,6	-
Electricité, gaz, vapeur et eau	5,9	1,8	2,6	-15,3	-	-	-	0,1	-
Secteur tertiaire	6,3	11,2	9,2	3,8	-2,2	0,4	2,7	3,2	2,6
Commerce	9,5	12	10,5	9,5	-0,4	0,1	1,6	1,2	0,7
Transports, entrepôts et télécommunications	7,0	16,3	9,4	-2,5	-0,8	0,1	0,7	1,2	0,8
Autres services hors Adm. Publique	-10,1	7,0	6,9	3,6	-0,6	0,2	0,4	0,6	1,0
Services d'Administration Publique	57,8	7,9	14,1	8,4	-0,3	0,1	-0,1	0,2	0,3
SIFIM	5,6	69,2	40,5	16,6	-	-	-	-	-0,1
PIB au coût des facteurs	4,9	7,1	6,3	2,9	7,1	6,7	6,8	8,1	9,3
Taxes sur les produits	16	-15,3	3,1	1,7	0,1	0,2	0,3	0,4	0,2
PIB aux prix constants du marché	5,3	6,3	6,2	2,9	7,1	6,9	7,1	8,5	9,5

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

2.2.2. Evolution du PIB selon l'approche de la demande

L'évolution du PIB par la demande révèle une contribution importante à la croissance de l'activité pour l'absorption, associée à un relèvement du solde des échanges avec l'extérieur.

a) Demande Intérieure

La demande intérieure s'est accrue de 8,7 % au cours de l'année 2014. Sa contribution à la croissance est de 8,8 points de pourcentage.

- *Consommation finale*

La consommation finale a été plus dynamique en 2014 telle que l'indique sa contribution à la croissance, laquelle est passée de 72,4 % en 2013 à 75,7 % en 2014. Cette situation s'explique par l'amélioration des revenus disponibles des ménages, dans un contexte de stabilité de la monnaie nationale.

La demande du secteur privé a été la composante la plus déterminante avec une contribution à la croissance de 70,1 %, tandis que celle du secteur public s'est chiffrée à 5,6%. La faible contribution en 2014, de la consommation publique par rapport à l'année précédente résulte selon le gouvernement, d'une faible mobilisation des recettes publiques sur fond d'une gestion sur base caisse.

- *Investissements bruts*

Les investissements bruts ont progressé de 9,6 % en 2014. Ces investissements ont affiché une contribution à la croissance de 17,3 % tirée par la Formation Brute du Capital Fixe qui a progressé de 10,7 % entre 2013 et 2014.

Cette progression découle notamment du dynamisme des industries extractives, de la télécommunication, du transport et dans une moindre mesure de la poursuite des travaux de reconstruction du pays par le gouvernement.

b) Demande extérieure nette

La demande extérieure nette a contribué à hauteur de 7,0 % à la croissance de 2014, alors qu'elle avait plombé la croissance du PIB en 2013 de 4,2 %. Quoique positive, cette faible contribution est liée à un contexte économique difficile.

Les exportations totales des biens et services ont progressé de 2,9 point à la croissance. Par ailleurs, les importations totales des biens et services ont enregistré un faible accroissement de 0,7 % contre 12,9 % en 2013.

2.3. Evolution des prix

L'indice des prix élaboré par la Banque Centrale du Congo indique une évolution maîtrisée et contenue de l'inflation. En effet, en rythme annuel, l'inflation s'est établie à 1,26 % en 2014 contre 1,08 % en 2013, largement inférieur à la cible de 3,7 %. En moyenne annuelle, l'inflation s'est située à 1,25 % en 2014 contre 1,16 % en 2013.

Tableau n° 3 : Taux d'inflation

ANNEES	TAUX D'INFLATION
2002	15,8
2003	4,4
2004	4,0
2005	21,5
2006	18,2
2007	9,96
2008	27,57
2009	53,4
2010	9,8
2011	15,43
2012	5,67
2013	1,08
2014	1,26
2015	1,60

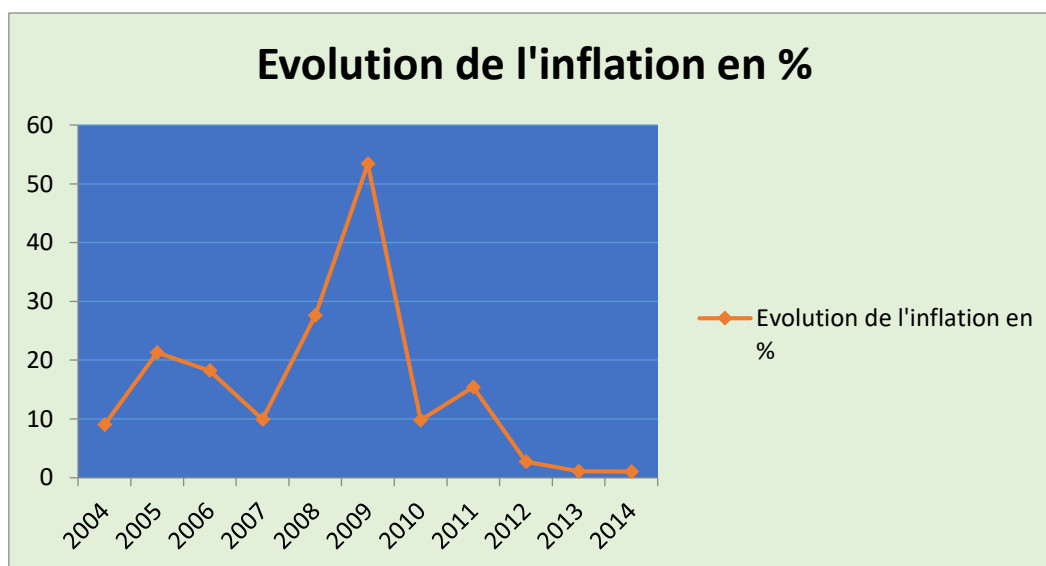
Source : Rapports annuels BCC

Le ralentissement notable du rythme de formation des prix observé en 2002 s'est poursuivi en 2003. Selon l'indice des prix à la consommation des ménages calculé par la Banque Centrale du Congo, le taux d'inflation à la fin 2003 s'est établi à 4,4% contre 15,8%

une année auparavant. Un certain fléchissement de l'inflation a été observé en 2006 après la reprise des années 2004 et 2005. D'un niveau de 21,3% en 2005, l'inflation à la fin période a été ramenée à 18,2% en 2006. Le rythme de formation des prix intérieurs a connu une accélération en 2008, situant le taux d'inflation annuel à 27,57% contre 9,96% en 2007

La reprise de l'inflation observée en 2008 s'est accélérée en 2009 avec une ampleur jamais atteinte depuis que le pays a renoué sa coopération avec la communauté financière internationale. En effet, le taux d'inflation s'est levé à 53,4 contre 27,6 une année auparavant, cette situation est consécutive à la conjugaison des chocs à la fois endogènes et exogènes tenant principalement à la fois dépréciation de la monnaie nationale face aux devises étrangères dans une économie fortement dollarisée. Le rythme de formation des prix intérieurs s'est accéléré en 2011 sur lequel l'inflation, à la fin période, s'est située à 15,4% contre 9,8 pour l'année précédente. La tendance à la baisse de l'inflation observée depuis 2012 s'est poursuivie en 2015. En 2015, l'inflation calculée par la banque centrale est demeurée sous, contrôle, s'établissant à 1,60% contre 1,26% en 2014.

Graphique n° 3. Evolution de l'inflation : 2004 à 2014



Source: Réalisé à partir des données de la BCC

2.4. Secteur Extérieur

La position extérieure du pays s'est nettement améliorée après le choc de 2009, aussi bien au niveau des exportations, des réserves internationales que du solde global de la balance des paiements, comparativement à la situation avant le choc. Les réserves internationales sont passées de 0,99 semaine d'importations à fin 2008 à 7,9 semaines à fin 2014. C'est la même tendance qui est observée au niveau des exportations dont la moyenne s'élève à 10 215,8

millions USD entre 2010-2014 contre 4 008,5 millions entre 2000 et 2008. S'agissant du caractère soutenable de la balance des paiements, le déficit du compte courant a été compensé par le solde créditeur du compte "capital et opérations financières" à partir de 2011. Le solde global de la balance des paiements s'est amélioré, passant de -353,5 millions USD entre 2004-2008 à -113,8 millions entre 2010-2014.

2.5. Monnaie et crédit

Au niveau de ce secteur, un ralentissement de l'expansion monétaire corrélée positivement à l'inflation s'est observé, sous l'effet de la baisse du Crédit Net sur l'Etat. Entre 2004 et 2008, la hausse de l'offre de monnaie de 52,5 % a correspondu avec l'inflation d'un impôt moyen de 16,9 %. Entre 2010 et 2014, l'offre de monnaie a augmenté en moyenne de 19,7 % dans un contexte marqué par une inflation de 5,8 %.

Tableau n° 4 : Taux de change de 2002 à 2015

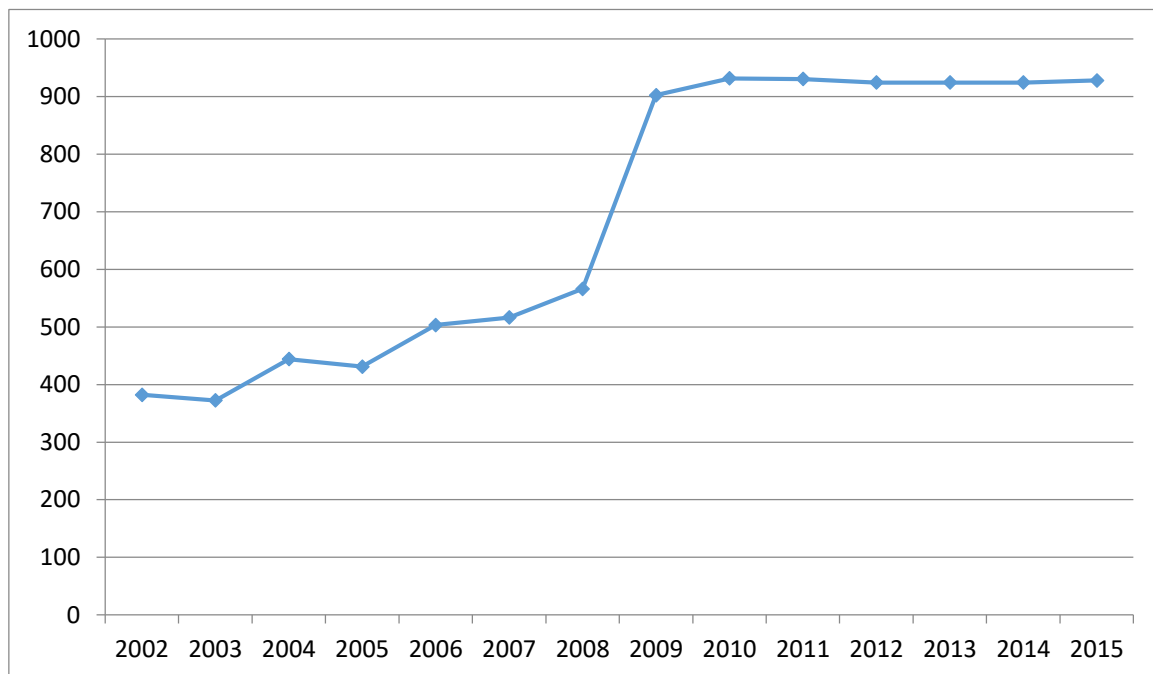
ANNEES	TAUX DE CHANGE
2002	382,14
2003	372,5
2004	444,1
2005	431,3
2006	503,4
2007	516,3
2008	566,2
2009	902,66
2010	931,7
2011	930,5
2012	924,5
2013	924,5
2014	924,5
2015	928

Source : *Rapports annuels BCC*

La monnaie nationale a connu une appréciation de 2,6% au terme de l'année 2003. En effet, le taux de change du franc congolais par rapport au dollar américain s'est établi à 372,5 le dollar au 30 décembre 2003 contre 382,14 CDF une année plus tôt. Au terme de l'exercice

2004, la monnaie nationale s'est dépréciée de 16,1% par rapport au dollar américain, en raison de l'augmentation plus importante de la demande de devise par rapport à celle de l'offre d'une année à l'autre. En effet, le taux de change s'est situé à 444,1 CDF le dollar au 30 décembre. A fin décembre 2006, le franc congolais a enregistré une dépréciation de 14,3% à l'indicatif, s'établissant à 503,4 CDF le dollar contre 431,3 CDF le 31 décembre 2005. A l'issue de la période 2008, le franc congolais a enregistré une dépréciation de 21,3% à l'indicatif et le taux de change s'est établi à 639,3 CDF le dollar contre 502,9 CDF le 31 décembre 2007. Le taux de change a enregistré une appréciation de 0,11% par rapport à l'année 2013, à la suite notamment d'une bonne coordination des politiques conjoncturelles. En effet, le taux de change est passé de 925,5 CDF le dollar à la fin décembre 2013 à 924,5 CDF, une année après.

Graphique n° 4: EVOLUTION DE TAUX DE CHANGE



Source : Construit à partir des données du tableau n° 1

2.6. Examen des conditions sociales en RDC de 2001 à nos jours

Nous analysons ici les conditions dans lesquelles vivent les congolais ; cette analyse portera d'abord sur la manière dont la population congolaise est répartie, les difficultés sociales auxquelles se butent les congolais en général, l'accessibilité à l'eau potable et aux soins de santé.

En 2014, le PNUD, dans son Rapport Mondial sur le Développement, classe la RDC à la 186^{ème} position sur 187 pays enregistrés avec un IDH à 0,338 en 2013 contre 0,304 une année plus tôt. Cette position peut s'expliquer dans certains aspects tels que : la dynamique de

la population, accès à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement en RD Congo, état de santé de la population congolaise,

2.6.1. La dynamique de la population

La dynamique de la population nous permet de comprendre la concentration de la population d'après différentes zones ou différents milieux du pays afin de vérifier si l'accessibilité aux services sanitaires de base serait liée à la manière dont la population est répartie sur le territoire national.

Tableau n° 5. Caractéristiques démographiques de la population par milieu de résidence

	Kinshasa	Autre Urbain	Milieu Urbain	Milieu Rural	RDC
Population (%)	11,7	27,1	38,8	61,2	100
<i>Age/an</i>					
- de 0–14	36,3	45,3	42,6	47,6	45,7
- de 15–59	58,2	50,6	52,9	47,7	49,7
- 60 ans et plus	5,3	3,9	4,3	4,5	4,4
Total	100	100	100	100	100
Agemoyen	24,7	21,3	22,3	21,3	21,6
Age median	21	17	18	16	16
Femmes (%)	52,6	50,6	51,2	50,6	50,8

Source : Enquête 1-2-3 Nationale, 2012, INS, RDC.

De l'analyse de ce tableau, il ressort que la population congolaise est fortement concentrée en milieu rural. Comme le montre le tableau ci-dessus, environ 61,2% de la population congolaise vit en milieu rural et seulement 38,8 en milieu urbain.

La RDC est le troisième pays le plus peuplé d'Afrique subsaharienne avec une population estimée à 64,420 millions d'habitants, mais disproportionnellement répartie sur le territoire national. Selon l'Enquête 1-2-3 (2005) telle que présentée dans le rapport narratif sur le profil pharmaceutique de la RDC, 69,6 % de la population vit en milieu rural contre 30,4% en milieu urbain. Le pays est sous-peuplé avec seulement 24 habitants au km². Il sied de souligner particulièrement que, la ville Province de Kinshasa, a une très forte densité avec 577 habitants au km², suite à la concentration des infrastructures économiques, scolaires, universitaires et sanitaires ainsi que des institutions administratives et politiques, à l'exode rural lié aux conflits et à la dégradation des conditions de vie en milieu rural. Ceci crée dans

l'imaginaire de la population rurale l'idée de bénéficier d'une meilleure offre d'emploi dans la capitale qu'en Province.

La population d'âge économiquement actif (20-64 ans) c'est-à-dire les adultes qui doivent prendre en charge à la fois des enfants et des vieillards, représente 40% de la population totale, soit 38,8% chez les hommes et 41,2% chez les femmes. La diversité géographique ponctuée par les forêts et les cours d'eau se combine à la grande diversité culturelle et linguistique pour accentuer la dispersion et l'enclavement géographique de différents groupements humains. Ainsi l'ampleur des besoins sociaux de base, en l'occurrence des besoins sanitaires, à satisfaire s'articule, pour les politiques nationales, à la complexité d'atteindre des populations dispersées sur de vastes étendues et, de surcroît, dans des zones d'accès très difficiles.

Pour l'ensemble du pays, l'incidence de la pauvreté (71,34 %) est très élevée si on la compare à celle des autres pays de l'Afrique Centrale. En effet, la pauvreté atteint des proportions effroyables, touchant plus de 70 % de la population du pays. L'ampleur de la pauvreté varie considérablement d'une région à une autre, selon qu'on réside en milieu urbain et rural ainsi que selon les groupes socioprofessionnels (les travailleurs indépendants et les apprentis sont les plus pauvres (77 %), suivie des manœuvres, des employés et ouvriers semi qualifié (66 %). On compte plus de 40 % de pauvres parmi les cadres de direction et de collaboration) ainsi que selon les groupes sociodémographiques (la pauvreté frappe surtout les ménages où l'âge du chef est compris entre 30 et 65 ans (plus de 70 % de pauvres).

2.6.2. Accès à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement en RDC

Parlant des conditions sanitaires, très peu des congolais seulement ont accès à l'eau potable, bénéficient des conditions d'hygiène favorables et vivent dans un milieu relativement salubre. Une grande partie de la population congolaise vit dans une situation d'exclusion sociale (deux personnes sur cinq consomment de l'eau issue d'une source améliorée).

L'accès aux conditions sanitaires favorables est dépendant de la situation géographique dans laquelle on se trouve. En effet, 31 % de la population rurale ont accès à des sources d'eau potable contre 83% en zones urbaines. Se référant au rapport MICS, 77 % de la population vivent dans un environnement insalubre dans les milieux ruraux contre 42 % en zones urbaines

Le tableau présenté dans le rapport MICS 2010 fait ressortir des disparités encore plus importantes : seuls 4 pour cent des ménages en zones rurales utilisent des installations sanitaires saines, tandis qu'ils sont 36 pour cent en zones urbaines.

Le contexte du secteur de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement en RDC (milieu insalubre, faible accès à une eau potable et manque d'éducation populaire en matière d'hygiène) est la cause de la propagation de nombreuses maladies et de décès. Selon l'enquête MICS de 2010, moins de 60 % des Congolais se lavent les mains avant de manger, et moins de 35 % pratiquent ce geste après avoir utilisé les latrines.

Les enfants sont particulièrement vulnérables aux maladies d'origine hydrique. En RDC, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans demeure élevé en 2008. Selon l'OMS (2008), 17% des décès d'enfants de moins de 5 ans seraient causés par les maladies diarrhéiques, 17% par la malaria, et 7% par le choléra (source Unicef : Eau, Hygiène et Assainissement. Programme 2007-2012).

Tableau n° 6. Accès à l'eau potable, à l'hygiène et à l'assainissement en RDC.

Pourcentages de personnes ayant accès à l'eau potable		
National	Milieus urbains	Milieus ruraux
47	83	31
Pourcentages des personnes ayant utilisé des installations sanitaires améliorées.		
National	Milieus urbains	Milieus ruraux
14	36	4

Source : Rapport MICS, 2010

2.6.3. Etat de santé de la population congolaise

2.6.3.1. La mortalité générale³³

Les enquêtes rétrospectives sur la mortalité ont fait apparaître un taux de mortalité extrêmement élevé parmi les populations affectées par les conflits armés, et l'on estime que 3.8 millions de décès peuvent être attribués à la guerre depuis 1997. La mortalité infanto juvénile est passée de 192 et 220 décès pour 1000 naissances vivantes entre 1990 et 2001. Ce

³³Rapport narratif: Profil pharmaceutique de la RDC, Juin 2011

taux représentait entre 450.000 à 500.000 décès chaque année dans cette tranche d'âge (évaluation faite sur base d'une population estimée à 58.3 millions d'habitants).

2.6.3.2. La santé de l'enfant de moins de 5 ans

Dans les régions affectées par les conflits, ce taux de mortalité infanto juvénile était extrêmement élevé. Dans la moitié orientale du pays, il était estimé jusqu'à 408 décès pour 1000 naissances vivantes en 2002 !

La fin des conflits armés ainsi que les différentes actions entreprises dans le secteur par le Gouvernement et ses partenaires ces dernières années ont contribué à faire infléchir le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans.

2.6.3.3. Niveau de l'éducation en RDC

Le besoin pour une éducation primaire, secondaire et universitaire de qualité qui soit accessible à tous est jusqu'à ce jour un sujet au cœur de l'actualité en RDC.

Les difficultés d'accès aux établissements scolaires pour les enfants sont dues en majorité aux faibles revenus des ménages congolais ainsi qu'à leur carence dans les milieux ruraux. Le problème d'accessibilité monétaire renvoie à l'incapacité des parents à envoyer un ou deux de leurs enfants à l'école parce qu'ils ne disposent pas de revenus monétaires à même de couvrir l'ensemble des frais scolaires de leurs enfants.

Selon le rapport du MICS 2010, « la fréquentation scolaire en RDC indique que 75 pour cent des enfants d'âge scolaire primaire fréquentent l'école primaire et seuls 32 pour cent des enfants d'âge scolaire secondaire fréquentent l'école secondaire. En d'autres termes, 3 enfants sur 4 en âge de scolarisation primaire ont accès à l'éducation, et 2 enfants en âge de scolarisation secondaire sur 5 y ont accès. Les filles et les garçons fréquentent l'école primaire à peu près dans la même proportion, l'Indice de parité entre les sexes (IPS) est de 0,93. Cependant, au niveau de l'école secondaire, l'IPS est de 0,81, dénotant que les filles fréquentent l'école secondaire nettement moins que les garçons ».

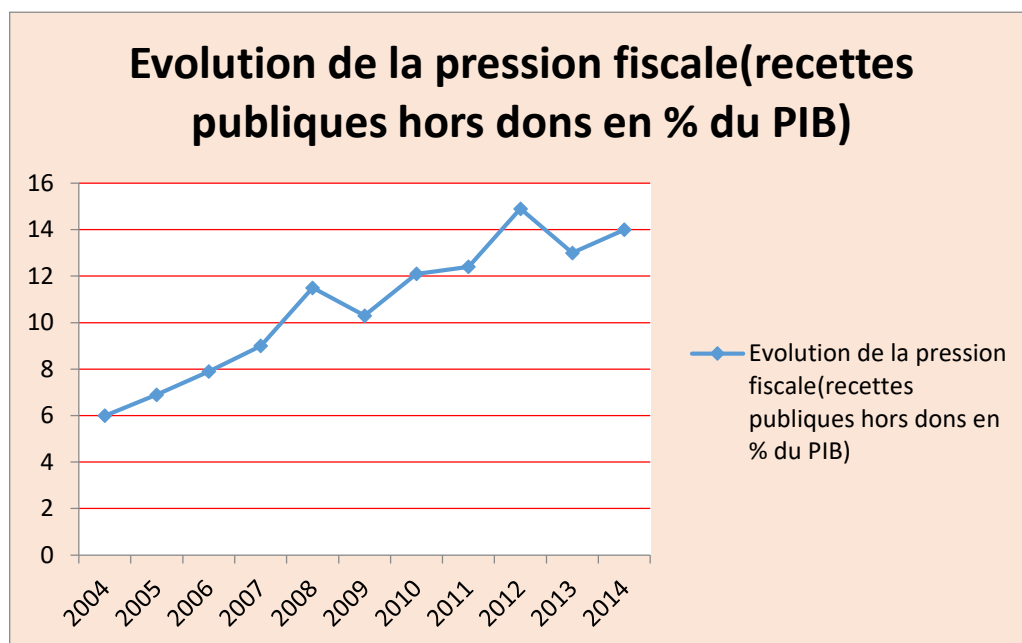
En plus, environ 28 pour cent d'enfants âgés de 5 ans fréquentent l'école. Seulement 54 pour cent des enfants âgés de 6 ans fréquentent l'école, l'âge de 6 ans étant l'âge officiel de début de scolarité en RDC. La fréquentation scolaire pour les enfants de 6-11 ans varie entre 54 et 79 pour cent et commence à baisser pour les enfants de plus de 11 ans. Douze à dix-sept ans est la fourchette d'âge officielle pour le second cycle du secondaire. Peu de membres des ménages âgés de 20 ans fréquentent l'école. Les différentiels entre les sexes existent et augmentent avec l'âge à partir de 12 ans. En effet, pour la population comprise entre 12 -21 ans, plus de garçons que de filles semblent fréquenter l'école.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, « la demande est très forte (le nombre d'étudiants est passé de 240.000 en 2006 à plus de 300.000 en 2008, dont environ 80% dans le public). Ceci met la pression sur un sous-secteur présentant des problèmes aigus d'infrastructures, d'équipements, de personnel (déficit quantitatif d'enseignants et de chercheurs, formation insuffisante, déséquilibre entre personnels enseignants et administratifs...) et d'organisation. Ainsi, on note une explosion récente et incontrôlée du nombre d'institutions d'enseignement supérieur. En outre, le rendement externe faible du sous-secteur traduit l'inadéquation actuelle entre la demande de l'appareil productif et l'offre du système éducatif. Enfin, il faut noter les déséquilibres géographiques (44,4% des étudiants sont concentrés à Kinshasa) et de genre (les filles ne représentaient que 26% des effectifs en 2008, en légère augmentation depuis 2006).

2.7. La politique budgétaire

Au niveau des finances publiques, il s'est observé une réelle amélioration des recettes publiques comparativement à la situation avant le choc financier de 2008-2009. La pression fiscale, quoiqu'en deçà de la moyenne africaine, s'est accrue passant d'une moyenne de 8,3 avant le choc à 13,3% après le choc.

Graphique 5 : Evolution de la pression fiscale



Source : réalisé par nous-mêmes à partir des données de la BCC

2.7.1. Les recettes

Les recettes totales ont atteint 4.362,6 milliards de CDF contre une programmation de 7.449,0 milliards. Ce résultat est induit par des moins-values constatées au niveau des recettes fiscales et non fiscales dont les taux de mobilisation respectifs ont été de 78,9 % et 60,3 %. Rapportées au PIB, les recettes totales ont représenté 13,1 % en 2014, soit un repli de 0,6 point de pourcentage par rapport à 2013.

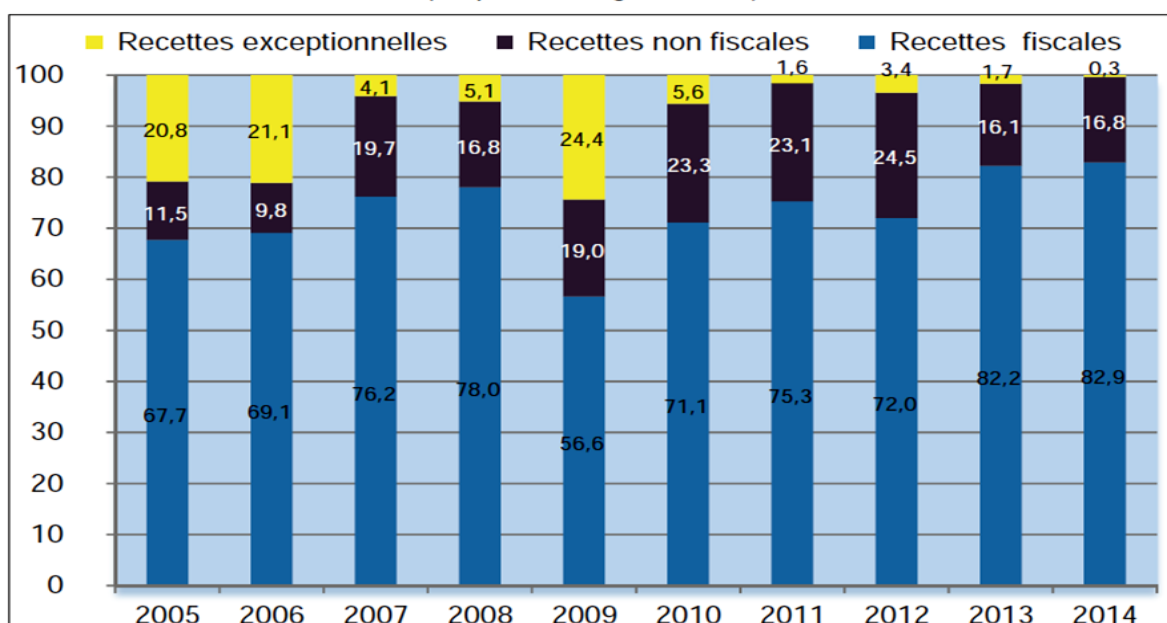
2.7.1.1. Les recettes courantes

Les recettes courantes ont été collectées en deçà de leurs prévisions. En effet, retenues dans la Loi des Finances à hauteur de 5.798,8 milliards de CDF, ces recettes se sont établies à 4.347,5 milliards. Rapportées au PIB, les recettes courantes ont représenté 13,1 %.

Concernant les recettes fiscales émanant des activités intérieures, elles ont représenté 83,2 % des recettes courantes, se chiffrant à 2.165,7 milliards de CDF contre 1.997,6 milliards en 2013. En pourcentage du PIB, elles ont représenté 6,5 % en 2014 contre 6,6 % l'année précédente. Quant aux recettes fiscales recouvrées sur les transactions extérieures, elles se sont accrues de 4,2 %, se situant à 1.449,7 milliards, soit 4,4 % du PIB.

Pour ce qui est des recettes non fiscales, elles ont totalisé 732,0 milliards de CDF contre 664,9 milliards en 2013, soit 2,2 % du PIB sur les deux années³⁴.

Graphique 6. Importance relative de différentes catégories des recettes (en pourcentage du total)



Source : Banque Centrale du Congo.

³⁴BCC (2014), Op.cit

2.7.1.2. Recettes exceptionnelles

En 2014, les recettes exceptionnelles se sont chiffrées à 15,1 milliards de CDF contre 68,1 milliards de CDF une année plus tôt. Rapprochées au PIB, elles ont représenté 0,05 % contre 0,2 % en 2013. Comparées aux prévisions budgétaires qui les situaient à 1968,3 milliards de CDF, les recettes exceptionnelles, composées essentiellement des dons budgétaires à concurrence de 99,2 %, ont été recouvrées à hauteur de 0,8 %. Cette faible réalisation est attribuée à l'absence des recettes provenant des sous-rubriques telles que dons projets et ressources PPTE, pourtant prévues à 1587,2 milliards de CDF et 40,4 milliards de CDF ainsi qu'à la modicité des "prêts projets" chiffrés à 0,1 milliard de CDF contre une prévision de 184,0 milliards.

SECTION 3. APERÇU SUR LE COMMERCE EXTERIEUR

3.1. Evolution des exportations

Les exportations jouent un rôle très important dans le développement d'un pays. En effet, elles font entrer des devises suffisantes pour le fonctionnement harmonieux de l'économie congolaise. Les données des exportations de la République démocratique du Congo se présentent comme suit :

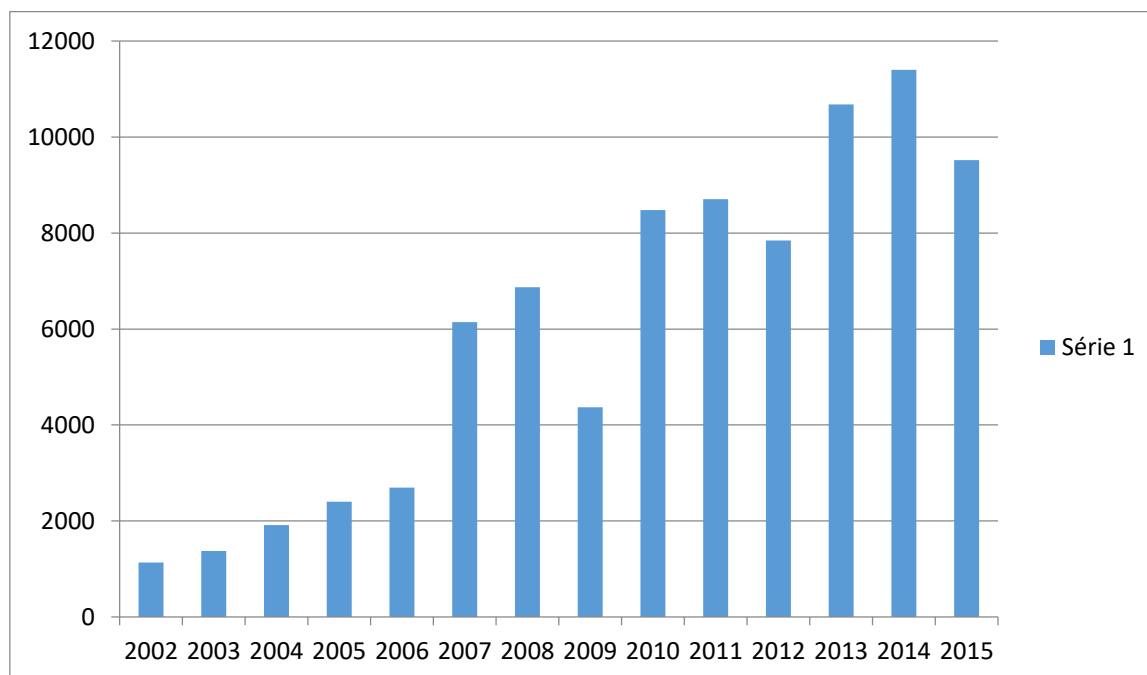
Tableau n° 7 : Exportations en million de dollar

PERIODES	EXPORTATIONS
2002	1.132,5
2003	1.377,7
2004	1.917,2
2005	2.402,8
2006	2.698,7
2007	6148,0
2008	6869,8
2009	4371,0
2010	8477,9
2011	8708,8
2012	7846
2013	10680,1
2014	11401,4
2015	9523,5

Source : Rapports annuels BCC de 2002 à 2015

Les différentes valeurs contenues dans le tableau n° 7 et la tendance suivie par le graphique numéro 7 ci-dessus nous montrent la tendance haussière des évolutions des exportations de la République Démocratique du Congo depuis 2002. De 2002 à 2006 avant les premières élections démocratiques de la RDC, les exportations étaient faibles. Par contre, 2007, le constat est celui d'une prise d'ascenseur par les exportations, lesquelles sont essentiellement basées sur les matières premières notamment minières.

Graphique n° 7 : Evolutions des Exportations de la RDC de 2002 à 2015



Source : Construit par nous à partir des données du tableau no 7

3.2. Evolution des importations

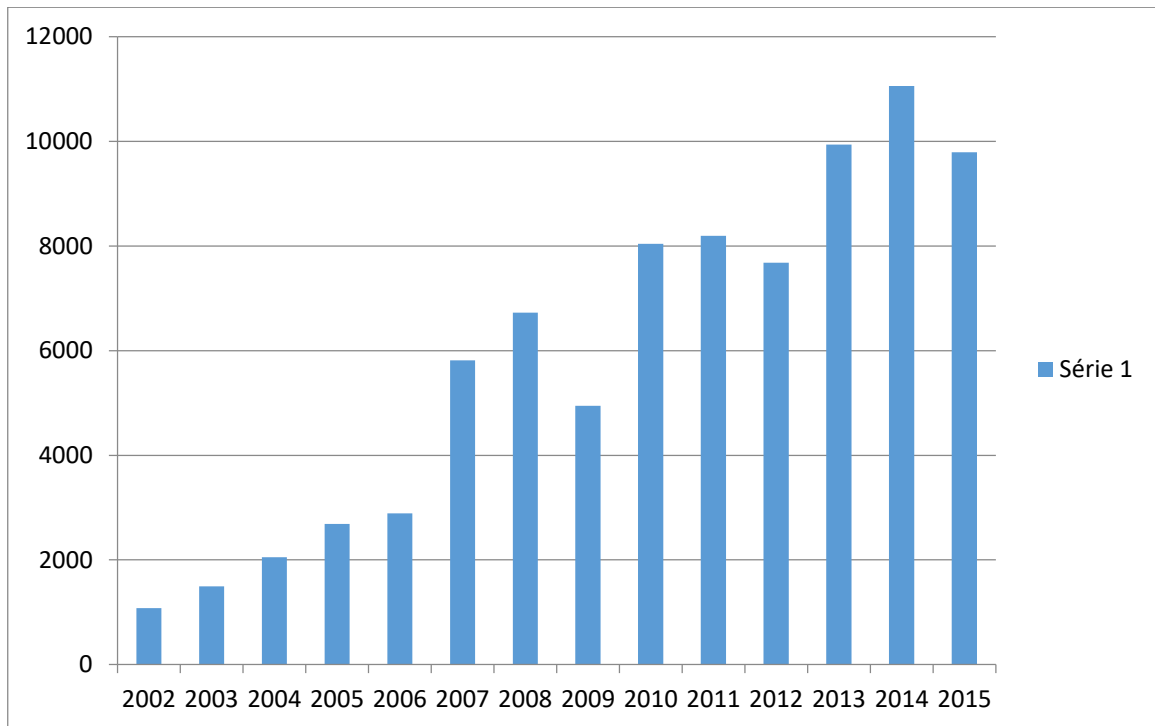
Etant donné que le monde est devenu un marché planétaire, les importations sont d'une importance capitale dans le développement des nations par leur contribution à la consommation locale. Le tableau ci-dessous présente les données des importations de la République démocratique du Congo.

Tableau n° 8 : Importations en million de dollar

PERIODES	IMPORTATIONS
2002	1.080,9
2003	1.494,6
2004	2.051,4
2005	2.690,4
2006	2.891,6
2007	5815,6
2008	6725,8
2009	4949,0
2010	8042,5
2011	8197,3
2012	7681,9
2013	9940,2
2014	11062,1
2015	9791,9

Source : Rapports annuels BCC de 2002 à 2015

Le constant est quasiment le même dans le cas des exportations. C'est à partir de l'année 2007 que nous remarquons un fort décollage des importations en République Démocratique du Congo. L'économie congolaise étant extravertie, au fur et à mesure que cette économie dépend de l'extérieur, ses importations seront consistantes, et donc un effet sur la balance commerciale.

Graphique n° 8: Evolution des Importations de 2002 à 2015

Source : Construit par nous à partir des données du tableau no8

3.3. Evolution de la Balance Commerciale de la RDC

La différence entre les exportations et les importations nous fournit les valeurs de la balance commerciale de la RDC que nous présentons dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 9 : Balance Commerciale en million de dollar

PERIODES	SOLDE
2002	51,6
2003	- 116,9
2004	-134,2
2005	-287,7
2006	-192,8
2007	332,3
2008	144,0
2009	-578,0
2010	435,4
2011	511,5
2012	164,1
2013	739,9
2014	339,3
2015	-268,4

Source : Rapports annuels BCC de 2002 à 2015

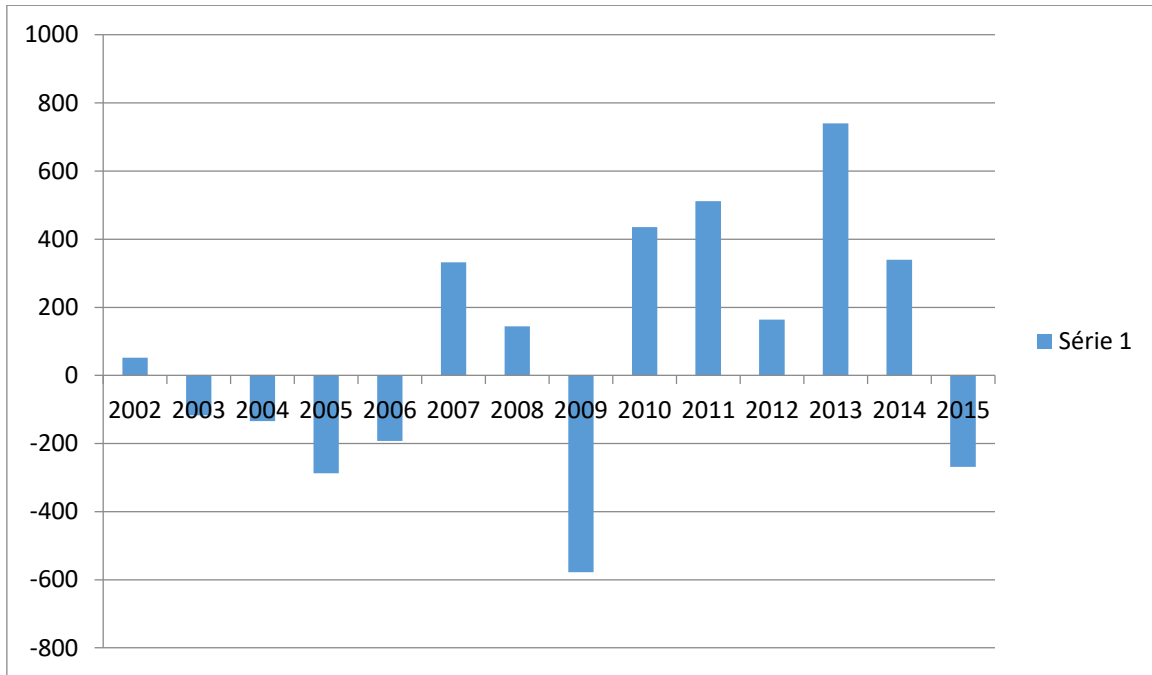
La balance commerciale de la République démocratique du Congo pour toute notre période d'étude se présente comme suit :

La période commence en 2002 avec une balance commerciale excédentaire, ce résultat est une des conséquences de Programme Intérimaire Renforcé, mais la sous-période allant de 2003 à 2006, qui est caractérisé par le premier Programme d'Action du Gouvernement, a montré des soldes commerciaux déficitaires.

Après deux ans de reprise, les retombées de la crise économique mondiale ont empêché à la République Démocratique du Congo de connaître ses exportations supérieures à ses importations en 2009.

La période d'étude se clôture en 2015 par un solde commercial déficitaire dû aux faibles exportations causées par la chute des cours des matières premières et leurs faibles demandes sur le marché international.

Graphique n° 9 : Evolution de Solde commercial de 2002 à 2015



Source : Construit par nous à partir de tableau no 9

CONCLUSION DU DEUXIEME CHAPITRE

La RD Congo connaît sans nul doute une croissance économique remarquable depuis 2002 et ce, grâce à la mise en exécution d'un ensemble de politiques économiques élaborés sous forme de programmes économiques en partenariat avec les partenaires extérieurs dont le FMI.

Après de nombreux échecs au cours de la période 1990-2000 où l'économie était totalement détruite et la situation politique chaotique, il a paru nécessaire de mettre en place un lot des reformes en vue d'assainir l'environnement politico-économique et de remettre l'économie sur les voies de la croissance.

Le processus de remise en ordre de l'économie engagé à partir du Programme Intérimaire Renforcé, a permis au pays de renouer avec la croissance depuis 2002. Cependant, en dépit de ces perspectives encourageantes, il serait illusoire d'imaginer une amélioration sensible de la situation générale de l'économie nationale sans des retombées positives, des dividendes de cette croissance sur le social de la population congolaise.

Le chapitre s'articule sur l'analyser la situation de l'économie congolaise. Nous l'avons ainsi divisé en trois sections : la période d'avant 2001, celle datant de 2001 à nos jours et l'aperçu sur le commerce extérieur en RDC. Pour ce faire, Nous avons ainsi tout d'abord explicité la politique macroéconomique en RDC ; Nous y avons donné un aperçu sur la politique budgétaire. Enfin, nous avons analysé les politiques économiques adoptées en RDC.

CHAPITRE TROISIEME :

**ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE COMMERCE
INTERNATIONAL ET CROISSANCE ECONOMIQUE**

Le présent chapitre est axé sur l'analyse empirique de la relation entre le commerce international et la croissance économique. En d'autres termes, il sera question ici d'analyser l'influence des exportations et des importations sur la croissance économique.

Sur ce, nous allons présenter dans la première section, les sources des données, le choix des variables, et le modèle utilisé. Dans la deuxième section, nous allons analyser les résultats de la recherche, et commenter nos différents tableaux ainsi que leurs impacts sur chaque variable.

Section I : Sources des données, choix des variables, et modèle utilisé

3.1.1. Sources des données

Les séries utilisées dans l'estimation de cette recherche proviennent principalement de deux sources à savoir : Les indicateurs macroéconomiques de la base des données de la banque mondiale, les rapports annuels et condensés d'informations statistiques de la Banque centrale du Congo (BCC).

3.1.2. Les choix des variables

Tableau n° 10 : Choix des variables

Variables	Notations	Explications
Le produit intérieur brut	DLPIB	Cette variable est linéarisée et stationarisée à la première différence représente l'amélioration de l'activité économique. Elle est considérée aussi comme une variable endogène dans le modèle ou une variable expliquée.
Les importations des marchandises	DLIMP	Cette variable linéarisée et stationarisée à la première différence est prise comme un proxy qui représente les biens marchands que la République Démocratique du Congo achète sur les marchés étrangers. Elle est prise comme une variable explicative dans le modèle.
Les Exportations des marchandises	DDLEXP	Cette variable linéarisée et stationarisée à la seconde différence est prise comme un proxy qui représente les ventes des biens marchands de la République Démocratique du Congo sur les marchés étrangers. Elle est prise comme une variable exogène dans le modèle.

Source : Auteur

Comme le nombre d'observations de cette étude est inférieur à 30, il est conseillé aux analystes de procéder à la modélisation en utilisant la méthode de de moindre carré ordinaire(MCO).

3.1.3. Modèle utilisée : Etude de corrélation et régression

3.1.3. 1. Notions

L'étude de corrélation mesure la liaison qui existe entre deux variables X et Y. par contre, l'étude de la régression analyse l'impact ou l'influence d'une variable exogène X à la variable endogène Y.

Dans une étude de corrélation simple, on étudie l'existence d'une variable et son influence sur l'autre.

Le coefficient de corrélation linéaire simple entre X et Y, noté R_{xy} , quantifie la liaison entre les deux variables de manière à mettre en évidence le sens de la liaison et son intensité. Formellement, le coefficient de corrélation linéaire entre les deux variables X et Y, est égal à :

$$R_{xy} = \frac{n \cdot \sum_{i=1}^n X_i Y_i - \sum_{i=1}^n X_i \sum_{i=1}^n Y_i}{\sqrt{n \cdot \sum_{i=1}^n X_i^2 - (\sum_{i=1}^n X_i)^2} \cdot \sqrt{n \cdot \sum_{i=1}^n Y_i^2 - (\sum_{i=1}^n Y_i)^2}} = (r)$$

Après avoir trouvé le coefficient de corrélation, la démarche suivante consiste à calculer le coefficient de détermination (R^2) qui mesure la significativité de la corrélation. Il répond aux mêmes critères que le coefficient de corrélation.

Le coefficient de détermination est trouvé en élevant au carré le coefficient de corrélation.

$$R^2_{xy} = r^2$$

Une fois que la corrélation entre les deux variables est déterminée ainsi que leur significativité, il reste à confirmer la significativité à l'aide d'un test appelé T-test ou test de Student noté t_c , calculé à l'aide de la formule :

$$T_c = \frac{r\sqrt{n-2}}{\sqrt{1-R^2}}$$

- Si $t_c \geq t_{n-2}$, nous disons que la corrélation et sa significativité sont confirmées par le test, c'est-à-dire que la variable exogène contribue à l'explication de la variable endogène ;

- Si $t_c < t_{n-2}$, nous concluons que la corrélation et sa significativité ne sont pas confirmées par le test. Autrement dit, la variable exogène ne contribue pas à l'explication de la variable endogène.

En ce qui concerne la régression multiple, l'étude se fait entre l'influence de plusieurs variables exogènes sur une variable endogène.

L'équation d'une droite de régression multiple s'écrit :

$$Y_i = a_0 + a_1 X_{i1} + a_2 X_{i2} + \dots + a_p X_{ip} + \varepsilon_i, i = 1, \dots, n$$

Où ε_i est l'erreur du modèle qui exprime, ou résume, l'information manquante dans l'explication linéaire des valeurs de Y_i à partir des X_{i1}, \dots, X_{ip} (problème de spécifications, variables non prises en compte, etc.). Les coefficients a_0, a_1, \dots, a_p sont les paramètres à estimer.

En ce qui concerne cette étude, la variable endogène est constituée du produit intérieur brut (DLPIB) et les variables exogènes constituées par Les importations (DLIMP) et les exportations (DDLEXP)

D'où, notre modèle sera : $DLPIB = a_0 + a_1 DLIMP + a_2 DDLEXP + \varepsilon_t$

Section 2 : Résultats des analyses

3.2.1. Statistique descriptive

Tableau 11 : Statistique descriptive

Variables	PIB	IMP	EXPOR
Mean	6.335714	4.08E+09	4.12E+09
Median	6.450000	4.10E+09	3.95E+09
Maximum	9.500000	6.60E+09	6.90E+09
Minimum	2.900000	1.08E+09	1.13E+09
Std. Dev.	1.706371	1.88E+09	2.06E+09
Skewness	-0.346194	-0.096733	-0.038097
Kurtosis	3.208090	1.695767	1.496277
Jarque-Bera	0.304910	1.014098	1.322410
Probability	0.858598	0.602270	0.516229
Sum	88.70000	5.71E+10	5.76E+10
Sum Sq. Dev.	37.85214	4.62E+19	5.49E+19
Observations	14	14	14

Source : Calcul sur Eviews

Il ressort du tableau ci-haut que pendant les années sous études, la moyenne de la croissance économique est de 6,335714 %, celle des importations représente une valeur de 40800000000 USD, ensuite la moyenne des exportations est 41200000000 USD

En outre, toutes séries du modèle sont normalement distribuées du fait que leurs probabilités associées au test de Jarque-Bera sont supérieur au seuil critique de 5%.

Comme les variables sont normalement distribuées, nous pouvons déterminer les coefficients de corrélation avec la méthode Pearson.

3.2.2. Etude de la corrélation

Tableau 12 : Analyse de la corrélation

Covariance Analysis: Ordinary			
Date: 09/17/18 Time: 20:50			
Sample: 2002 2015			
Included observations: 14			
Correlation			
Probability	PIB	IMP	EXPOR
PIB	1.000000		

IMP	0.675175	1.000000	
	0.0081	-----	
EXPOR	0.692426	0.977643	1.000000
	0.0061	0.0000	-----

Source : Calcul sur Eviews

A l'issu du tableau ci-haut, nous remarquons la présence d'une liaison positive entre les importations et le PIB. En outre, le PIB est lié positivement avec une corrélation de 69,24%.

Par ailleurs, les importations et les exportations sont liées à 97,76%.

3.2.3. La linéarisation des variables

Dans une étude des séries chronologiques, il est nécessaire que les variables sont linéarisées afin d'éviter les violations d'hypothèses de base.

A cet effet, après la linéarisation des données avec le logiciel EViews, les variables de cette étude peuvent être représentées de la manière suivante :

LPIB : Croissance économique

LIMP : Les importations des marchandises et matières premières

LEXPOR : Les exportations des marchandises et matières premières.

3.2.4. Analyse de la stationnarité

Le processus aléatoire qui intéresse particulièrement les analystes des séries chronologiques est le processus stationnaire c'est-à-dire le processus dans « lequel les données fluctuent autour de la moyenne constante indépendamment du temps ». ³⁵

Ainsi, avant le traitement d'une série chronologique, il convient d'en étudier les caractéristiques stochastiques. Si ces caractéristiques c'est-à-dire son espérance mathématique et sa variance se trouvent modifier dans le temps, la série chronologique est considérée comme non stationnaire ; dans le cas d'un processus stochastique invariant, la série temporelle est alors stationnaire. ³⁶

Il existe trois types de processus non-stationnaire, les processus affectés d'une tendance appelés TS (Trend Stationary) qui présentent une tendance déterministe, les processus affectés d'une tendance aléatoire [processus DS (Differency Stationnary)] et les processus affectés à la fois par tendance déterministe et stochastique (mixte). ³⁷

Le test de racine unitaire utilisé dans ce travail est celui de DICKEY FULLER Augmenté (ADF). Les résultats qui sont consignés dans le tableau ci-dessous nous permet de confirmer la stationnarité de la série ou de la série différenciée si la statistique ADF en valeur absolue est supérieure aux valeurs critiques de Mackinnon (VCM) en valeur absolue, ou la non stationnarité dans le cas contraire.

³⁵ KINTAMBU MAFUKU, *Introduction à l'Econométrie, Notes de cours, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion*, Université de Kinshasa, 2007, P.117

³⁶ Régis BOURBONNAIS, *Econométrie : Manuel et exercices corrigés*, 7^e Edition, Dunod., Paris 2009, P.225

³⁷ BOSONGA BOFEKI, *Statistique III, Notes de cours, inédites, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion*, Université de Kinshasa, 2013.

A. Résultats du test ADF avec les séries non stationnaires

Tableau 13: Analyse des séries non stationnaires

Variables	Test ADF au seuil de %.		Décision	Prob de Trend	Type
	/ADF/	/VCM/			
LPIB	3.557019	3.828975	Non stationnaire	0.2197	DS
LIMP	1.821894	3.828975	Non stationnaire	0.3476	DS
LEXPOR	1.206377	3.828975	Non stationnaire	0.5148	DS

Source : Auteur sur base des calculs sur Eviews

Il ressort de l'analyse de la stationnarité du tableau ci-dessus que toutes les variables prises dans le modèle sont les séries non stationnaires de types DS. La stationnarisation de ces séries se fera par la méthode du filtre à la différence.

B. Résultats du test ADF avec les séries stationnaires

Tableau 14 : Analyse des séries stationnaires

Variables	Test ADF au seuil de %.		Décision	Ordre de différentiation
	/ADF/	/VCM/		
DLPIB	5.219898	1.974028	Stationnaire	D(1)
DLIMP	2.554392	1.982344	Stationnaire	D(1)
DDLEXPOR	5.181995	1.982344	Stationnaire	D(2)

Source : Auteur sur base des calculs sur Eviews

Il ressort du tableau ci-haut que le PIB et les exportations ont été stationarisés à la première différence tandis que les importations ont été stationarisées à la deuxième différence.

Comme toutes les données sont stationnarisés , nous pouvons passer à la modélisation de cette étude.

3.2.5. Modélisation de l'étude par la méthode de la régression multiple

La relation entre la croissance économique, les importations des marchandises et les exportations peuvent être représenté de la manière suivante

$$DLPIB = a_0 + a_1 DLIMP + a_2 DDLEXPOR + e_t$$

Dependent Variable: DLPIB

Method: Least Squares

Date: 09/17/18 Time: 21:00

Sample (adjusted): 2004 2015

Included observations: 12 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.045062	0.078018	0.577586	0.5777
DLIMP	0.035328	0.473802	0.074563	0.9422
DDLEXPOR	1.129470	0.195024	5.791439	0.0003
R-squared	0.831553	Mean dependent var	0.014472	
Adjusted R-squared	0.794120	S.D. dependent var	0.381146	
S.E. of regression	0.172941	Akaike info criterion	-0.459412	
Sum squared resid	0.269178	Schwarz criterion	-0.338186	
Log likelihood	5.756475	Hannan-Quinn criter.	-0.504295	
F-statistic	22.21462	Durbin-Watson stat	1.434774	
Prob(F-statistic)	0.000330			

Source : Calcul sur Eviews

$$DLPIB = 0.045062 + 0.035328 DLIMP + 1.129470 DDLEXPOR + e_t$$

Les résultats issues de tableau ci-dessus nous renseignent que les hypothèses de bases ne sont totalement violées c.à.d. les résultats ne sont pas totalement fallacieux car la valeur de Durbin-Watson est supérieur à la valeur de coefficient de détermination ($1.434774 > 0.831553$)

Il existe une corrélation positive et significative entre la croissance économique, les importations et les exportations des marchandises avec une valeur de R^2 ajusté = 79.41%.

En outre, l'augmentation d'un pourcent des importations entraîne une augmentation de 0.035 % du PIB tandis qu'une amélioration d'un pourcent des exportations entraîne une augmentation de 1.129 % du PIB.

Par ailleurs, l'étude de la régression nous révèle que les exportations des marchandises contribuent significativement à l'explication du PIB car la probabilité associée au test de student est inférieur au seuil critique ($0.0003 < 0.05$). Par contre, les importations ne contribuent pas significativement à l'explication du PIB car la probabilité associée au test de student est supérieur au seuil critique ($0.9422 > 0.05$).

3.2.6. Etude de l'efficacité du modèle et les tests de violation d'hypothèses.

Le tableau ci-dessous résume les différents tests de violation d'hypothèses issus du modèle. Les résultats détaillés se trouvent dans les annexes.

Tests spécifiques	Critères d'évaluation	Valeurs	Seuil	Résultats	Appréciation
Normalité des résidus	Probabilité associée au test de Fisher	0.96657	0.05	Les résidus sont normalement distribués.	Bon
Autocorrélation des résidus	Probabilité associée au test de Fisher	0.5448	0.05	Il n'y a pas d'autocorrélation d'erreurs	Bon
Heteroscedasticité	Probabilité associée au test de Fisher	0.8721	0.05	Les résidus sont homoscedastiques.	Bon
Stabilité des coefficients par Ramsey	Probabilité associée au test de Fisher	0.9827	0.05	Les coefficients du modèle sont stables	Bon
Stabilité du Modèle par Cusum				Le modèle est bon car la ligne du contrôle d'efficacité appartient dans l'intervalle de corridor	Bon

Source : Auteur sur base des calculs sur Eviews

Le tableau ci-haut montre une absence d'auto corrélation d'erreur ; une présence d'homocedasticité ; les résidus sont normalement distribués ; enfin, une stabilité des coefficients et du modèle.

CONCLUSION PARTIELLE

Ce dernier chapitre a consisté à analyser la part contributive des importations et exportations sur la croissance économique. Nous avons tout d'abord indiqué dans la première section les sources des données, le choix des variables et le modèle utilisé. La deuxième section a consisté à analyser systématiquement la relation entre la variable endogène et les variables exogènes. Les résultats de la recherche présentent une relation positive entre les exportations et l'augmentation du PIB en RDC durant la période sous étude.

CONCLUSION GENERALE

Notre investigation a consisté à analyser l'incidence du commerce extérieur sur la croissance économique.

En élaborant ce travail, notre préoccupation était celle de savoir s'il Existait une forte corrélation entre le commerce extérieur et la croissance économique de la RD Congo

Pour y parvenir, nous avons utilisé les méthodes historique et analytique. En ce qui concerne les techniques, nous avons recourus aux techniques documentaires et d'interview.

Cette démarche méthodologique nous a conduits à répartir le présent travail en trois chapitres dont le premier a porté sur les considérations théoriques, le deuxième a présenté la situation économique de la RD Congo et le troisième a analysé l'incidence du commerce extérieur sur la croissance économique.

Ainsi, les résultats de cette recherche montrent que les exportations des marchandises contribuent significativement à l'explication du PIB. Par contre, les importations ne contribuent pas significativement à l'explication du PIB. Ceux-ci sont justifiés du fait que la croissance de la RDC est plus basée sur les exportations des matières premières. Ces résultats confirment les hypothèses de cette recherche.

Au regard des résultats obtenus et explicités ci-haut, nous recommandons ce qui suit au gouvernement : Le renforcement et la diversification de la production d'exportation à travers la mise en place d'une structure institutionnelle de formation et d'information dont le but sera d'améliorer les capacités des entreprises tournées vers l'exportation en matière de respect des exigences du marché international ; la création d'un fonds spécial de promotion des exportations dont l'objectif ultime sera de financer la production agricole et les entreprises exportatrices ; disposer d'une politique commerciale plus adéquate et plus robuste, les priorités de la RDC doivent consister à améliorer le dispositif institutionnel en matière de commerce ; enfin, la mise en place d'un climat des affaires adéquats pour favoriser les investissements .

Cette étude est une œuvre humaine qui peut contenir des erreurs et des omissions éventuelles. Que les différents lecteurs ne nous en tiennent pas rigueur, leurs suggestions et remarques constructives nous permettront d'améliorer nos futurs travaux de recherche.

BIBLIOGRAPHIE

I. OUVRAGES

1. ARROUS J., Les théories de la croissance, Sonomie seuil, Paris, coll. « Point économie, 1999.
2. BOURBONNAIS Régis, Econométrie : Manuel et exercices corrigés, Paris, 7^e Edition, Dunod, 2009.
3. BROWN R., *Eco-économie, une autre croissance est possible, écologie et durable*, Seuil, 200.
4. GRAWITZ M., *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1933.
5. MAILLET P., *La croissance économique*, Paris, Presses universitaires de France, 1976.
6. Melo J. et GRETHER M., *Commerce international théorie et application*, Paris, De Boeck, 1997.
7. PLATEAU J.P., *Les économistes Classiques*, Tomme II, Paris, éd. Panthéon, 1978.
8. SILEM A. et ALBERTINI J.M., *Economie, Lexique*, Paris, éd Dalloz, 1995.
9. STIGLITZ J. E., *Principes d'économie modernes*, Paris-Bruxelles, De Boeck Université, 2000.

II. NOTES DE COURS

1. BOSONGA BOFEKI, Statistique III, Notes de cours, inédites, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Kinshasa, 2013.
2. KINTAMBU MAFUKU, Introduction à l'Econométrie, Notes de cours, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Université de Kinshasa, 2007.
3. Onésime KUKATULA FALASH, Note de cours de Politique Economique, L1 économie et Développement, UCC, 2016-2017
4. TSHIMANGA C., *Notes de cours de macroéconomie*, inédit L1 finances et développement, UCC, 2016.

III. DICTIONNAIRE

1. PERROUX F., *Dictionnaire économique et social*, Hatier, 1990.

IV. WEBOGRAPHIES

1. [http : // fr .m.wikipedia.org / ... /Théorie-du-](http://fr.m.wikipedia.org/.../Théorie-du-), lu et consulté à 13h00, le 17 Mars 2017.
2. <https://fr.m.wikipedia.org>, consulté le 13 décembre 2016.

V. DOCUMENTS OFFICIELS

1. Programme du gouvernement mai 2012.
2. Rapport de suivi de la situation économique de la banque mondiale 2015, 3^{ème} édition, 2015
3. Rapport annuel 2010 de la Banque Centrale du Congo.
4. Rapport narratif : Profil pharmaceutique de la RDC, Juin 2011
5. Rapport annuel de la BCC 2014

VI. ARTICLES

10. Lionel PONTAGNE, Commerce international- théorie. Université de Paris-I-Panthéon-Sorbonne
11. SOLOW R., « A contribution to the theory of economic growth », dans Quarterly Journal of Economics, 1956.

VII. MEMOIRE

1. MATSI-MA-ELABO GUPA. M, l'Apport du commerce International en République Démocratique du Congo, cas du Bois, UCC, 2011-2012.
2. MBEMBA MALEMBE F, Incidence du commerce international sur le développement de la RD Congo. Université Chrétienne Cardinale Malula, 2008.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION GENERALE.....	1
1. Etat de la question	1
2. Problématique.....	2
3. Hypothèses du travail	4
4. Méthodologie	4
5. Choix et intérêt du sujet.....	5
6. Délimitation spatio-temporelle	5
7. Canevas du travail	5
CHAPITRE PREMIER.....	6
FONDEMENTS CONCEPTUELS DE L'ETUDE.....	6
SECTION 1. COMMERCE INTERNATIONAL.....	6
1.1.1. Exportation	7
1.1.1.1. Raisons d'exportations	7
1.1.1.1.1. Raisons d'ordre National.....	8
1.1.1.1.2. Raison d'ordre particulier	8
1.1.1.2. Règles sur les exportations	9
1.1.2. Importation.....	9
SECTION 2. COMMERCE EXTERIEUR ET DEVELOPPEMENT	10
1.2.1. Théories classiques	11
1.2.1.1. Théorie des avantages absolus et division internationale du travail : Adam SMITH	11
1.2.1.2. Théorie des Avantages Comparatifs (David RICARDO)	12
1.2.2. Les Nouvelles théories.....	13
1.2.2.1. L'approche néo-factorielle	13
1.2.2.2. L'approche néo-technologique	13
1.2.2.3. L'approche par les économies d'échelles	14

1.2.2.4. L'approche par la demande	14
3.1. Définition de la croissance économique	14
3.2. Les principaux facteurs de la croissance économique	15
3.3. Les déterminants de la croissance	15
3.4. Les théories de la croissance	16
3.5. La mesure de la croissance économique	19
3.6. Les limites du PIB comme indicateur de mesure.....	24
CONCLUSION DU PREMIER CHAPITRE	26
2.1. Analyse des évolutions observées selon différentes approches entre de 2001 à nos jours	32
2.2. L'évolution du PIB	32
2.2.1. Evolution du PIB selon l'approche de la production	32
2.2.2. Evolution du PIB selon l'approche de la demande	34
2.3. Evolution des prix.....	35
2.4. Secteur Extérieur	36
2.5. Monnaie et crédit	37
2.6. Examen des conditions sociales en RDC de 2001 à nos jours	38
2.6.1. La dynamique de la population.....	39
2.6.2. Accès à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement en RDC	40
2.6.3. Etat de santé de la population congolaise	41
2.6.3.1. La mortalité générale	41
2.6.3.2. La santé de l'enfant de moins de 5 ans	42
2.6.3.3. Niveau de l'éducation en RDC.....	42
2.7. La politique budgétaire	43
2.7.1. Les recettes	44
2.7.1.1. Les recettes courantes	44
2.7.1.2. Recettes exceptionnelles.....	45

SECTION 3. APERCU SUR LE COMMERCE EXTERIEUR.....	45
3.1. Evolution des exportations	45
3.2. Evolution des importations	46
3.3. Evolution de la Balance Commerciale de la RDC	48
CHAPITRE TROISIEME :.....	52
ANALYSE EMPIRIQUE DE LA RELATION ENTRE COMMERCE.....	52
Section I : Sources des données, choix des variables, et modèle utilisé.....	52
3.1.1. Sources des données	52
3.1.2. Les choix des variables.....	52
3.1.3. Modèle utilisée : Etude de corrélation et régression.....	53
3.1.3. 1. Notions.....	53
CONCLUSION PARTIELLE.....	60
CONCLUSION GENERALE.....	61
BIBLIOGRAPHIE	62
TABLE DES MATIERES	64

Les Annexes

1. Base des données

Année	PIB	IMP	EXPOR
2002	3,50	1080500000	1132100000
2003	5,80	1494600000	1377700000
2004	6,60	2051400000	1917200000
2005	6,10	2690400000	2402800000
2006	5,30	2891600000	2704700000
2007	6,30	3400000000	3100000000
2008	6,20	4300000000	4400000000
2009	2,90	3900000000	3500000000
2010	7,10	4500000000	5300000000
2011	6,90	5500000000	6600000000
2012	7,10	6100000000	6300000000
2013	8,50	6300000000	6200000000
2014	9,50	6600000000	6900000000
2015	6,90	6300000000	5800000000

2. Statistique descriptive

	PIB	IMP	EXPOR
Mean	6.335714	4.08E+09	4.12E+09
Median	6.450000	4.10E+09	3.95E+09
Maximum	9.500000	6.60E+09	6.90E+09
Minimum	2.900000	1.08E+09	1.13E+09
Std. Dev.	1.706371	1.88E+09	2.06E+09
Skewness	-0.346194	-0.096733	-0.038097
Kurtosis	3.208090	1.695767	1.496277
Jarque-Bera	0.304910	1.014098	1.322410
Probability	0.858598	0.602270	0.516229
Sum	88.70000	5.71E+10	5.76E+10
Sum Sq. Dev.	37.85214	4.62E+19	5.49E+19
Observations	14	14	14

3. Analyse de corrélation

Covariance Analysis: Ordinary
 Date: 09/17/18 Time: 20:50
 Sample: 2002 2015
 Included observations: 14

Correlation Probability	PIB	IMP	EXPOR
PIB	1.000000 -----		
IMP	0.675175 0.0081	1.000000 -----	
EXPOR	0.692426 0.0061	0.977643 0.0000	1.000000 -----

Analyse de la stationarité

PIB

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.557019	0.0754
Test critical values: 1% level	-4.886426	
5% level	-3.828975	
10% level	-3.362984	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations
 and may not be accurate for a sample size of 13

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 09/17/18 Time: 20:53
 Sample (adjusted): 2003 2015
 Included observations: 13 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-1.065273	0.299485	-3.557019	0.0052

C	1.737195	0.471058	3.687856	0.0042
@TREND(2002)	0.032590	0.024888	1.309447	0.2197
R-squared	0.570444	Mean dependent var	0.052212	
Adjusted R-squared	0.484532	S.D. dependent var	0.389465	
S.E. of regression	0.279620	Akaike info criterion	0.488405	
Sum squared resid	0.781875	Schwarz criterion	0.618778	
Log likelihood	-0.174635	Hannan-Quinn criter.	0.461608	
F-statistic	6.639918	Durbin-Watson stat	1.941779	
Prob(F-statistic)	0.014625			

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.219898	0.0001
Test critical values: 1% level	-2.771926	
5% level	-1.974028	
10% level	-1.602922	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations

and may not be accurate for a sample size of 12

IMP

Null Hypothesis: LIMP has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.821894	0.6361
Test critical values: 1% level	-4.886426	
5% level	-3.828975	
10% level	-3.362984	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations

and may not be accurate for a sample size of 13

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Null Hypothesis: D(LIMP) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.554392	0.0166
Test critical values: 1% level	-2.816740	
5% level	-1.982344	
10% level	-1.601144	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations

and may not be accurate for a sample size of 10

EXPOR

Null Hypothesis: LEXPOR has a unit root

Exogenous: Constant, Linear Trend

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.206377	0.8640
Test critical values: 1% level	-4.886426	
5% level	-3.828975	
10% level	-3.362984	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations

and may not be accurate for a sample size of 13

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LEXPOR)

Method: Least Squares

Date: 09/17/18 Time: 20:57

Sample (adjusted): 2003 2015

Included observations: 13 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LEXPOR(-1)	-0.392660	0.325487	-1.206377	0.2554
C	8.504224	6.800344	1.250558	0.2396
@TREND(2002)	0.034493	0.051073	0.675355	0.5148

R-squared	0.342172	Mean dependent var	0.125676
Adjusted R-squared	0.210606	S.D. dependent var	0.196922
S.E. of regression	0.174961	Akaike info criterion	-0.449334
Sum squared resid	0.306113	Schwarz criterion	-0.318961
Log likelihood	5.920673	Hannan-Quinn criter.	-0.476132
F-statistic	2.600769	Durbin-Watson stat	2.345368
Prob(F-statistic)	0.123186		

Null Hypothesis: D(LEXPOR,2) has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on SIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.181995	0.0002
Test critical values: 1% level	-2.816740	
5% level	-1.982344	
10% level	-1.601144	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Warning: Probabilities and critical values calculated for 20 observations

and may not be accurate for a sample size of 10

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

5. Modèle de la recherche

Dependent Variable: DLPIB

Method: Least Squares

Date: 09/17/18 Time: 21:00

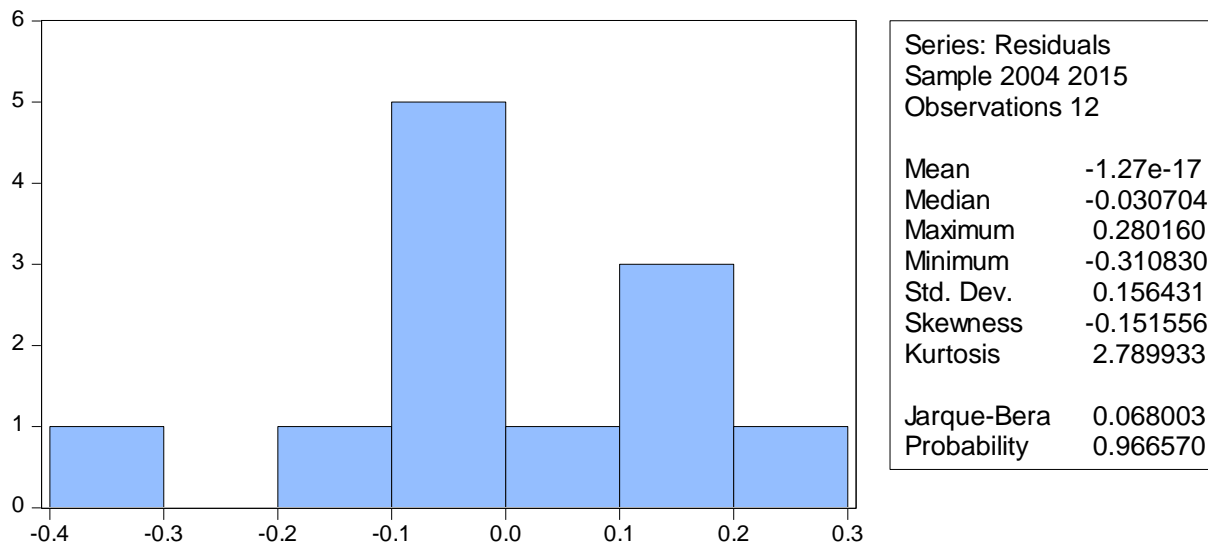
Sample (adjusted): 2004 2015

Included observations: 12 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.045062	0.078018	0.577586	0.5777
DLIMP	0.035328	0.473802	0.074563	0.9422
DDLEXPOR	1.129470	0.195024	5.791439	0.0003
R-squared	0.831553	Mean dependent var	0.014472	
Adjusted R-squared	0.794120	S.D. dependent var	0.381146	
S.E. of regression	0.172941	Akaike info criterion	-0.459412	
Sum squared resid	0.269178	Schwarz criterion	-0.338186	
Log likelihood	5.756475	Hannan-Quinn criter.	-0.504295	
F-statistic	22.21462	Durbin-Watson stat	1.434774	
Prob(F-statistic)	0.000330			

6. Test de violation d'hypothèses

Test de normalité des résidus



Test d'autocorrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	0.663312	Prob. F(2,7)	0.5448
Obs*R-squared	1.911877	Prob. Chi-Square(2)	0.3845

Test Equation:

Dependent Variable: RESID

Method: Least Squares

Date: 09/17/18 Time: 21:06

Sample: 2004 2015

Included observations: 12

Presample missing value lagged residuals set to zero.

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.028328	0.085730	0.330435	0.7507
DLIMP	-0.241212	0.542610	-0.444541	0.6701
DDLEXPOR	-0.092988	0.224508	-0.414186	0.6911
RESID(-1)	0.450364	0.409600	1.099521	0.3079
RESID(-2)	-0.399116	0.481057	-0.829664	0.4341

R-squared	0.159323	Mean dependent var	-1.27E-17
Adjusted R-squared	-0.321064	S.D. dependent var	0.156431
S.E. of regression	0.179798	Akaike info criterion	-0.299627
Sum squared resid	0.226292	Schwarz criterion	-0.097583
Log likelihood	6.797762	Hannan-Quinn criter.	-0.374431

F-statistic	0.331656	Durbin-Watson stat	2.335979
Prob(F-statistic)	0.848529		

Test d'heteroscedasticite

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	0.138898	Prob. F(2,9)	0.8721
Obs*R-squared	0.359305	Prob. Chi-Square(2)	0.8356
Scaled explained SS	0.180881	Prob. Chi-Square(2)	0.9135

Test de stabilité des coefficients

Ramsey RESET Test

Equation: UNTITLED

Specification: DLPIB C DLIMP DDLEXPOR

Omitted Variables: Squares of fitted values

	Value	df	Probability
t-statistic	0.022388	8	0.9827
F-statistic	0.000501	(1, 8)	0.9827
Likelihood ratio	0.000752	1	0.9781

Test de Cusum

